



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 8 OCTOBRE 1921.

QUÉBEC, SATURDAY, 8TH OCTOBER, 1921.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES :

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).
Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 50c par 100 mots.
Gazette Officielle, par exemp., 30c.
Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules :

1. Address : The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES :

First insertion, 15 cents per line (agate measure).
Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 50 cents per 100 words.
Official Gazette, 30 cents per single number
Slips \$1.00 per dozen

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled, if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

LS-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

3401

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number ; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

LS-A. PROULX,

King's Printer.

Government House.

3402

Lettres patentes

Letters patent

"St Lucdale Realty, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-et-unième jour de septembre 1921, constituant en corporation : Charles-Mackay Cotton, Frederick-Thomas Enright, avocats, les deux de la cité de Westmount, et Egbert-William Westover, avocat, de la cité de Montréal, aux fins suivantes :

• Acquérir par achat, bail ou autrement, détenir et posséder des biens-fonds :

Construire des habitations et d'autres bâtisses sur ces biens-fonds ou sur aucune partie d'iceux ;

Vendre, louer, transférer, échanger, trafiquer ou autrement disposer de ces biens-fonds ou d'aucune partie d'iceux, aussi développer, améliorer et diviser aucune telle propriété en lots à bâtir, en rues, ruelles, carrés, ou autrement ;

Consentir des avances au moyen de prêts aux acheteurs ou locataires d'aucune partie des biens-fonds de la compagnie, pour fins de construction ou d'autres améliorations, et, avec l'assentiment des actionnaires, aider au moyen d'avance ou autrement à la construction et à l'entretien de chemins, rues, aqueducs, égouts et autres travaux d'améliorations propres à rendre plus accessible la propriété de la compagnie, et à accroître sa valeur ;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, liens ou charges en garantie du paiement du prix d'achat d'aucune propriété vendue par la compagnie, d'aucun argent dû à la compagnie par avancés par la compagnie aux acheteurs ou à d'autres, pour fins de construction ou d'autres améliorations ;

Acheter, acquérir, détenir, transférer, vendre et aliéner, des actions, parts, déventures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont semblables en tout ou en partie à ceux de la présente compagnie, ou exerçant un commerce susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie ;

Vendre ou autrement disposer d'aucune par-

"St Lucdale Realty, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor, of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of September, 1921, incorporating : Charles-Mackay Cotton, Frederick-Thomas Enright, advocates, both of the city of Westmount, and Egbert-William Westover, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to hold and own real estate ;

To construct dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof ;

To sell, lease, convey, exchange, dispose of, or otherwise deal, with such real estate or any portion thereof, and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise ;

To make advances by way of loans to purchasers or lessees of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements, and, with the approval of the shareholders, to aid by way of advances or otherwise in the constructions and maintenance of roads, streets, waterworks, sewers and other works of improvement calculated to render the company's property more accessible and to enhance its value ;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company, or any money due to the company from purchasers or advanced by the company to purchasers or others, for building purposes or other improvements ;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stocks, debentures, or securities in any other company having objects similar in whole or in part to those of this company or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company ;

To sell or otherwise dispose of any portion

tie des biens-fonds ou autres biens possédés par la compagnie moyennant le prix, aux termes et conditions que la compagnie croira convenables ;

Et accepter de l'argent, des actions, obligations, débetures, parts ou valeurs d'aucune autre compagnie en paiement intégral ou partiel ;

Acquérir et posséder aucune affaire, franchise, entreprise, propriété, les droits, privilèges, baux, contrats, biens-fonds, parts, valeurs et autres droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes, selon leur valeur en équité ;

Emettre des actions entièrement libérées et non sujettes à appel, des obligations, ou d'autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, des droits ou autres valeurs de la compagnie, par aucun titre ;

Vendre, louer ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie, ou d'aucune partie d'icelle, pour le prix que la compagnie croira convenable, s'amalgamer avec aucune personne, firme ou corporation exerçant un commerce aux objets totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, aux termes et conditions qu'on croira convenables, et en paiement de la considération, accepter, de l'argent, ou, au lieu d'argent, des actions entièrement libérées et non sujettes à appel, des obligations, débetures ou d'autres valeurs d'aucune autre corporation, distribuer aussi aux actionnaires de la compagnie, de temps à autre, aucunes espèces, actions, obligations, débetures, valeurs ou autres propriétés appartenant à la compagnie ;

Payer les frais incidents à l'obtention de la charte d'incorporation de la compagnie, faire aussi toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités ;

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus en plaçant, aidant à faire placer ou en garantissant le placement d'aucunes actions du fonds social de la compagnie, d'aucunes autres débetures ou d'aucunes autres valeurs de la compagnie, dans ou à l'occasion de la formation de la compagnie, ou dans la gestion de ses affaires, sous le nom de "St Lucdale Realty, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-et-unième jour de septembre 1921.

3481 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

of the real estate or other property owned by the company for such consideration, and upon such terms and conditions as the company shall see fit, and to accept cash, shares, bonds, debentures, stock or securities of any other company in payment or in part payment thereof ;

To acquire and own any business, franchise, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts, real estate, stock, assets, and other rights which the company may lawfully acquire by virtue hereof at a fair value thereof ;

To issue paid up and non-assessable shares, bonds, or other securities of the company in payment or in part payment for any real or personal property, rights or other assets by the company by any title ;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may deem proper, or to amalgamate with any individual, firm or corporation on business with objects altogether or in part similar to those of this company, on such terms and conditions as may be deemed advisable and in payment of the consideration therefor to accept cash, or, in lieu of cash, fully paid up and non-assessable shares, bonds, debentures, or other securities of any other corporation, and to distribute among the shareholders of the company from time to time, any specie, shares, bonds, debenture, securities or other property belonging to the company ;

To pay all costs incidental towards the charter of incorporation of the company and to do any such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects ;

To remunerate any person or company for services rendered in placing, assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company's capital stock or any other debentures or any other securities of the company, or in or about the formation of the company, or the conduct of its business, under the name of "St. Lucdale Realty, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of September, 1921.

3482 C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"Hochelaga Land & Investment Company, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour de septembre 1921, constituant en corporation: John-Wilson Cook, conseil du roi ; Allan-Angus Magee, Théodore-Bigelow Heney, et William-Cedric Nicholson, avocats ; Margaret-Teresa Darragh, comptable ; tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes :

Prendre, souscrire, acquérir par achat, échan-

"Hochelaga Land & Investment Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September 1921, incorporating: John-Wilson Cook, King's Counsel ; Allan-Angus Magee, Theodore-Bigelow Heney, and William-Cedric Nicholson, advocates ; Margaret-Teresa Darragh, accountant ; all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To subscribe for, underwrite and acquire

ge ou par un autre titre légal, détenir comme propriétaires absolus, ou en garantir collatérale, ou autrement, offrir aussi en souscription au public, vendre, garantir la vente de, céder aussi, transférer ou autrement disposer ou trafiquer d'obligations, débetures, parts, actions et autres titres, commandes, récépissés d'entrepôts, bons, ventes, conditionnelles, contrats, comptes recevables, et toutes espèces d'effets de commerce et de titres d'aucun gouvernement, d'aucune municipalité, corporation scolaire, bancaire, d'aucune compagnie d'utilité publique, commerciale, industrielle ou autre corporation, personne ou association, transiger et se livrer aux affaires d'une agence financière générale, de placements et de courtage, agir aussi comme agents et courtiers pour acheter, vendre, améliorer, développer et administrer aucune propriété, affaire ou entreprise ;

Agir comme agents et courtiers de placements, prêts, paiement, transmission et perception de deniers ;

Promouvoir, organiser, administrer ou développer aucune corporation ou compagnie, acquérir par achat, louage ou autrement aucune affaire ou industrie, la réorganisation et développer ;

De temps à autre solliciter, acheter ou acquérir par cession, transfert ou autrement, aussi avoir l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune ordonnance, d'aucun ordre, d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, concession d'aucun droit ou privilège qu'aucun gouvernement, aucune autorité, suprême, municipale ou locale, aucune corporation ou aucun autre corps public peut adopter, faire ou accorder, employer les parts, obligations et valeurs de la compagnie à en payer et solder les frais, charges et dépenses nécessaires ;

Acheter, prendre à bail ou en échange et autrement acquérir aucune propriété foncière et personnelle, aussi la vendre, améliorer, administrer, développer, louer, aliéner, faire valoir et autrement en disposer ;

Vendre, louer ou autrement disposer de l'actif, de la propriété et de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'iceux moyennant le prix que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débetures, obligations ou titres d'aucune autre compagnie ;

S'amalgamer ou faire convention relativement au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre, avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires auquel la présente compagnie est autorisée à se livrer, ou propre à accroître la valeur d'aucun des biens ou titres de la compagnie, aussi souscrire ou autrement acquérir des parts et valeurs d'aucune telle compagnie, aussi les vendre, détenir, rémettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer ;

Emettre et répartir, comme entièrement libéré, le capital de la compagnie constituée aux présentes en paiement intégral ou partiel d'aucune affaire, franchise, entreprise, propriété, des droits, pouvoirs, privilèges, baux, licences, contrats, biens-fonds, parts, obligations et débetures ou autres biens ou droits qu'on pourra légalement acquérir en vertu des pouvoirs que les présentes confèrent ;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, promesse, prêt, endosse-

by purchase, exchange or other legal title, and hold either absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to offer for public subscription, sell, guarantee the sale of and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in bonds, debentures, stocks, shares and other securities, trade acceptances, warehouse receipts, notes, conditional sales, contracts, accounts receivable, and all kinds of commercial paper and evidences of indebtedness of any government or municipal or school corporation or of any banking, public utility, commercial, industrial or other company or corporation or individual or association, to transact and carry on a general financial agency, investment and brokerage business, and to act as agents and brokers for the purchase, sale, improvement, development and management of any property, business or undertaking ;

To act as agents and brokers for the investment, loan, payment, transmission and collection of money ;

To promote, organize, manage or develop any corporation or company, and to acquire by purchase, lease or otherwise any existing business or industry, and to re-organize and develop the same ;

From time to time to apply for, purchase or acquire by assignment, transfer or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any ordinance, order, license, power, authority, concession, right or privilege, which any government or authority, supreme, municipal or local, or any corporation or other public body may be empowered to enact, make or grant, and to appropriate any of the company's stock, bonds and assets to pay and defray the necessary costs, charges and expenses thereof ;

To purchase, take on lease or in exchange and otherwise acquire any real and personal property, and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account and otherwise deal with the same ;

To sell, lease or otherwise dispose of the assets, property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company ;

To amalgamate with or enter into arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in or calculated to enhance the value of the company's properties or securities, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal in the same ;

To issue and allot as fully paid up stock of the company hereby incorporated in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted ;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, promise, loan,

ment, garantie d'obligations, de débetures, d'autres valeurs ou autrement, aucune corporation, compagnie, personne ou association, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, personne ou association, ou par une ou plusieurs autres personnes avec lesquelles la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires ;

Distribuer, aux actionnaires de la compagnie en nature aucune propriété de la compagnie, et particulièrement des actions, débetures ou valeurs dans d'autres compagnies, appartenant à la compagnie ou dont la compagnie, peut disposer ;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée ;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seuls avec d'autres ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Hochelaga Land & Investment Company, Limited", avec un fonds social total de trois cent cinquante mille piastres (\$350,000.00), divisé en trois mille cinq cents (3,500) parts ordinaires de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de septembre 1921.

3485 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

"Managers, Limited."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de septembre 1921, constituant en corporation : Francis-George Bush, teneur-de-livres ; Georges-Robert Drennan, Herbert - William Jackson, Michael - Joseph O'Brien, commis, et Alexander-Gordon Yeoman, sténographe, tous des cité et district de Montréal, aux fins suivantes :

Se livrer aux opérations forestières et au commerce de bois, sous toutes formes, ainsi qu'à tous autres commerces connexes à icelui, y compris l'achat, la vente et le commerce de toutes les sortes de bois de charpente et de construction scié, équarri et fendu, des billes de sciage, des dormants, piles, poteaux de télégraphe et de téléphone, des poteaux de clôture, des bois et de tous autre produits de la forêt ; exercer sous toutes formes le commerce de manufacturier et marchand de billots, bois de charpente et de construction, de pulpe, de bois de pulpe, de papier, de tous autres produits ou sous-produits du bois et de la pulpe, de tous autres articles et matériaux dans lesquels entrent ou dont font partie le bois, la pulpe, le carton ou le papier, exercer aussi le commerce de manufacturiers généraux et usiniers, établir des boutiques et magasins, acheter, vendre et trafiquer de toutes espèces d'effets, denrées et marchandises ;

Acquérir par achat, bail, louage, échange ou autrement et détenir des terrains, limites à bois ou licences, lots de grève, droits de flottage, pouvoirs, droits et intérêts en iceux, aussi les bâtir, développer, cultiver, fertiliser, coloniser et les améliorer et utiliser ;

endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any corporation, company, individual or association, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, individual or association, or by any other person or persons with whom the company may have business relations ;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company and in particular any shares, debentures or securities in other companies belonging to the company, or which the company may have the power to dispose of ;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Hochelaga Land & Investment Company, Limited", with a total capital stock of three hundred and fifty thousand dollars (\$350,000.00), divided into three thousand five hundred (3,500) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each

The head office of the company, will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of September, 1921.

3486 C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"Managers, Limited."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of September, 1921, incorporating : Francis George Bush, bookkeeper ; George-Robert Drennan, Herbert-William Jackson, Michael-Joseph O'Brien, clerks, and Alexander-Gordon Yeoman, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of lumbering and the lumber trade in all its branches, and all other business incidental thereto, including buying, selling and dealing in all kinds of sawed, squared and hewed lumber and timber, saw logs, ties, piling, telegraph and telephone poles, fence posts, woods and all other products of the forest ; to carry on in all its branches the business of a manufacturer and dealer in logs, lumber, timber, pulp, pulpwood, paper and all other products or by-products of wood and pulp and all other articles and materials into which wood, pulp, pulpboard or paper enter or form part and to carry on the business of general manufacturers and millers and to establish shops and stores and to purchase, sell and deal in all kinds of goods, wares and merchandise ;

To acquire by purchase, lease, hire, exchange or otherwise and hold lands, timber limits or licenses, water lots, water privileges and powers and rights and interests therein, and to build upon, develop, cultivate, farm, settle and otherwise improve and utilize the same ;

Acheter, acquérir, posséder, construire, outiller, entretenir et exploiter des moulins à scie, moulins à moulin, à farine, à pulpe et à papier, des fabriques de boîtes, des presses et imprimeries, des fonderies, ateliers de réparations et manufactures ;

Construire, acquérir, posséder, administrer, affréter, exploiter, prendre à bail et louer tous genres de navires à voile et à vapeur, bateaux, remorqueurs, barges et autres vaisseaux, quais, docks, aspirateurs, entrepôts, hangars à marchandises et autres structures nécessaires aux fins de la compagnie, aussi louer, transporter les marchandises, le fret et les voyageurs, moyennant rémunération et généralement aux fins précitées, faire affaires comme agents de transport maritime, agents de messageries, propriétaires de quais, d'entrepôts et expéditeurs, d'une compagnie d'élevateur, de navigation et de transport ;

Construire, exécuter, entretenir, améliorer, administrer, exploiter, contrôler et surveiller des chemins, routes, réseaux, tramways, voies d'évitement sur des terrains possédés, loués ou contrôlés par la compagnie, des ponts, réservoirs, cours d'eau, aqueducs, quais, fourneaux, concasseurs, usines hydrauliques et électriques, fabriques, entrepôts, ateliers, habitations et d'autres structures et commodités qui sembleront directement ou indirectement appropriées ou avantageuses à aucun des objets de la compagnie, aussi contribuer à, subventionner, aider ou prendre part à aucunes telles opérations ;

Posséder, exploiter, entretenir et louer des résidences, pensions, hôtels, écoles, théâtres, locaux d'amusement et de récréation ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des marques de commerce, licences, concession et choses semblables conférant aucun droit breveté, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention paraissant propre à servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ;

Développer et faire valoir aucun terrain acquis par la compagnie, ou dans lequel elle est intéressée spécialement en le divisant et préparant pour fins de construction, en construisant, altérant, démolissant, décorant, entretenant, aménageant et améliorant des bâtisses et commodités, en le plantant d'arbres, par le pavage, le drainage, la fertilisation et la culture, en le louant à bail ou convention de construction, en prêtant de l'argent, en passant des contrats et arrangements de toute espèce avec les constructeurs, locataires et autres en relations d'affaires avec la compagnie sous ce rapport ;

Louer, vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'actif et de l'entreprise de la compagnie, à titre d'affaire exploitée, moyennant le prix que la compagnie croira convenable y compris des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie ;

Acheter, vendre et manufacturer, affiner, manipuler, exporter et importer et trafiquer de substances, appareils et choses propres à servir à aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou nécessaires aux clients ou personnes en relations d'affaires avec la compagnie ;

Exercer aucune autre industrie, manufacturière ou autre, qui paraîtra propre à être convenablement exercée en rapport avec son in-

To purchase, acquire, own, erect, equip, maintain and operate saw mills, grist mills, flour mills, pulp and paper mills, box factories, printing and publishing plants, foundries, machine shops and factories ;

To construct, acquire, own, manage, charter, operate, hire and lease all kinds of steam and sailing vessels, boats, tugs, barges and other vessels, wharves, docks, elevators, warehouse, freight sheds and other buildings necessary for the purposes of the company, and to tow, carry goods, freight and passengers for hire and generally, for the purposes aforesaid, to carry on the business of vessel agents, cartage agents, wharfingers, warehousemen and forwarders and of an elevator, navigation and transporting company ;

To construct, carry out, maintain, improve, manage, work, control and superintend any roads, ways, pipe lines and tramways and railway sidings on lands owned, leased or controlled by the company, bridges, reservoirs, watercourses, aqueducts, wharves, furnaces, crushing works, hydraulic works, electrical works, factories, warehouses, shops, dwelling houses and other works and conveniences, which may seem directly or indirectly conducive to or convenient for any of the objects of the company and to contribute, subsidize or aid or take part in any such operations ;

To own, operate, maintain and lease residences, boarding houses, hotels, schools, theatres and places of instruction and recreation ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade-marks, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired ;

To develop and turn to account any land acquired by the company, or in which it is interested and in particular by laying out and preparing the same for building purposes, constructing, altering, pulling down, decorating, maintaining, fitting up and improving buildings and conveniences and by planting paving, draining, farming and cultivating, letting on building lease or building agreement and by advancing money to and entering into contracts and arrangements of all kinds with the builders, tenants and others having dealings with the company in connection therewith ;

To lease, sell, improve, manage, develop, exchange, turn to account or otherwise dispose of any or all of the asset and the undertaking of the company as a going concern for such consideration as the company may deem fit, including shares, debentures or securities of any other company ;

To buy, sell and manufacture, refine, manipulate, export and import and deal in all substances, apparatus and things capable of being used in any such business as the company is authorized to carry on or required by any customer of or persons having dealings with the company ;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried

industrie, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables ;

Agir comme gérant, receveur et administrateur, comme receveur, organisateur, promoteur et réorganisateur, se livrer aux opérations d'aucunes compagnies ou corporations dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, qui exercent ou sont autorisées à exercer aucun commerce que la présente compagnie exerce ou est autorisée à exercer, et faire affaires comme gérant, receveur, et administrateur ou receveur d'aucune affaire, entreprise, propriété ou de l'actif que la compagnie est autorisée à acquérir ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables ;

Acheter, louer ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, de la franchise, de l'achalandage, des droits ou privilèges que détiennent ou dont jouissent aucunes personnes, firmes ou corporations exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la présente compagnie, et les payer en actions de la compagnie, entièrement ou partiellement libérées, privilégiées ou ordinaires, en obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou autrement, assumer aussi le passif d'aucune telle personne, firme ou corporation, exercer les droits, pouvoirs et franchises d'aucune corporation dont le capital est possédée par la présente compagnie, au nom de cette compagnie ou en son nom propre ;

Faire société, faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre, avec aucune personne, compagnie, exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou à aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, aussi avancer de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, et souscrire, ou autrement acquérir et détenir des actions et obligations d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, réémettre avec ou sans garantie ou autrement les négocier ;

Prélever ou aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations de débetures ou autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie ou corporation, surveiller ou exécuter aucun contrat assumé par aucune telle compagnie ou corporation, ou par une ou plusieurs autres personnes avec lesquelles la compagnie peut se trouver en relations d'affaires ;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée ;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature aucune propriété de la compagnie et spécialement aucunes actions, débetures ou obligations d'aucune autre corporation, lui appartenant ou dont la compagnie peut disposer ;

Acheter, souscrire ou solliciter, prendre en échange ou autrement acquérir, enregistrer, détenir, vendre, transférer, céder ou autrement aliéner, faire valoir les parts, actions, obligations, débetures, actions-hypothécaires, bons et autres

on in connection with the company's business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To act as manager, receiver and manager, or receiver, organizer, promoter and re-organizer and to carry on the business of any companies or corporations having objects in whole or in part similar to those of this company, or carrying on or authorised to carry on any business which this company is carrying on or authorised to carry on, and to carry on the business of a manager, receiver and manager or receiver of any business enterprise, undertaking, property or assets which the company is authorised to acquire ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and all other negotiable or transferable instruments ;

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, franchise, goodwill, rights and privileges held or enjoyed by any persons or firms or by any corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company, and to pay therefor, in fully paid-up or partly paid-up shares of the company, or in the bonds, debentures or other securities of the company or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or corporation, and to exercise the rights, powers and franchises of any corporation whose capital stock, is owned by this company in the name of such company or in its own name ;

To enter into partnership or any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ; to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such person or company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee or otherwise deal with the same ;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation or any other person or persons with whom the company may have business relations ;

To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined ;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company, and in particular any shares, debentures or securities in any other companies belonging to the company or which the company may have power to dispose of ;

To purchase, subscribe or apply for, take in exchange or otherwise acquire, register, hold, sell, transfer, assign or otherwise dispose of, or turn to account the stock, shares, bonds, debentures, debenture stock, notes and other se-

valeurs et titres, tous autres intérêts et réclamations contre aucune personne, firme, association volontaire, fiducie, compagnie à fonds social ou corporation, et, durant détention ou possession, exercer, par l'entremise d'un ou plusieurs agents que les directeurs nommeront, tous droits, pouvoirs et privilèges de propriété, y compris le droit de vote ; conclure aussi, avec aucunes autorités, municipales, locales ou autres aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou aucun d'iceux et d'obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges, et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir ; et exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Promouvoir, devenir actionnaire dans, une ou plusieurs compagnies, pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucuns autre objet qui semblera directement ou indirectement propre à profiter à la compagnie, garantir aussi le paiement du capital, des dividendes, et de l'intérêt sur les actions, parts, obligations, débetures et autres titres ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ;

Acquérir par achat, concession, échange ou par un autre titre légal, aussi construire, ériger, exploiter, maintenir et gérer des fabriques, moulins, entrepôts, dépôts, ateliers, remises à engins, et d'autres structures et constructions nécessaires à son industrie, et toute autre propriété, mobilière et immobilière nécessaire et utile à la réalisation d'aucun des objets de la compagnie, aussi les louer, vendre et en disposer ;

Pour faire connaître et stimuler le commerce de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons ;

Obtenir ou aider à obtenir aucune ordonnance provisionnelle ou loi parlementaire permettant à la compagnie de réaliser aucun de ses objets, effectuant aucun amendement à la constitution de la compagnie, ou pour aucun autre objet qui semblera avantageux, attaquer aucunes procédures ou demandes qui semblera propre directement ou indirectement à porter préjudice aux intérêts de la compagnie ;

Émettre et lotir des actions entièrement libérées du capital corporatif en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière, personnelle, mobilière, immobilière ou mixte, des droits et concessions achetés ou acquis par la compagnie ;

Se consolider ou s'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, acquérir par achat, bail ou autrement la propriété, la franchise, l'entreprise et le commerce d'aucune telle compagnie, ou assumer les obligations, et payer entièrement ou partiellement en argent, en actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie ;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie d'aucune procédure ou action ;

Payer avec les deniers de la compagnie toutes les dépenses se rattachant à sa formation ou à son organisation ;

Faire toutes les choses qui se rattachent ou

curities and evidences of interest in or indebtedness of, and all other interest in and claims upon any person, firm, voluntary association, trust, joint stock company or corporation and while the owner or holder thereof to exercise, through such agent or agents as the directors may appoint, all the rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote thereon ;

To enter into any arrangements with any authorities, government, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out or exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company ;

To acquire, by purchase, concession, exchange or other legal title, and to construct, erect, operate, maintain and manage all factories, mills, warehouses, depots, machine shops, engine houses and other structures and erections, necessary for its business and all other property, moveable and immoveable necessary and useful for the carrying on of any of the purposes of the company, and to lease, sell and dispose of the same ;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations ;

To obtain or assist in obtaining any provisional order or Act of Parliament for enabling the company to carry any of its objects into effect, or for effecting any modification of the company's constitution, or for any other purpose which may seem expedient, and to oppose any proceedings or application which may seem calculated directly or indirectly to prejudice the company's interests ;

To issue and allot fully paid-up shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any property, real, personal, moveable, immoveable or mixed, and of any rights and concessions purchased or acquired by the company ;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, and to acquire by purchase, lease or otherwise the property, franchises, undertaking and business of any such company and to assume the obligations thereof and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities of the company ;

To cause the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country, to represent the company and to accept services for and on behalf of the company of any process or suit ;

To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of, or incidental to the formation or organization thereof ;

To do all such other things as are incidental

sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, par l'entremise de fiduciaires, procureurs ou autres, et soit seuls soit avec d'autres, sous le nom de "Managers, Limited", avec un fonds social total de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, le vingt-septième jour de septembre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
3489 C.-J. SIMARD.

or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others under the name of "Managers, Limited", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of September, 1921.

C.-J. SIMARD,
3490 Assistant Provincial Secretary.

Département de l'instruction publique

2060-20

Québec, 26 septembre 1921.

Demande est faite de former une municipalité scolaire distincte sous le nom de Saint-Vianney, du canton de Langis, qui n'appartient à aucune municipalité scolaire organisée, comté de Matane, et borné comme suit : savoir :

Au nord-est par le canton de Tessier, au sud-est par le canton de Blais, à l'ouest par la seigneurie du Lac Matapédia et au nord-ouest, par le canton de Matane. 3457—39-2

1174-21.

Québec, 26 septembre 1921.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Northfield, comté de Hull, les lots Nos 16, 17, 18, 19, 20, 22 et 23 du rang B, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Gracefield, même comté. 3459—39-2

2060-20.

Quebec, 26th September, 1921.

Application is made to form a distinct school municipality under the name of Saint-Vianney, of the township of Langis, which does not form part of any organized school municipality, county of Matane, and is bounded as follows, to wit :

On the northeast by the township of Tessier, on the southeast by the township of Blais, on the west by the seigniorie of Lake Matapédia and on the northwest by the township of Matane. 3458—39-2

1174-21.

Quebec, 26th September, 1921.

Application is made to detach from the school municipality of Northfield, county of Hull, the lots Nos. 16, 17, 18, 19, 20, 22 and 23 of range B, and to annex all the above territory to the school municipality of Gracefield, same county. 3460—39-2

Département du trésor

Avis est par le présent donné que la "American Insurance Company" a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, le et après le vingt-troisième jour de septembre 1921.

Le nom et l'adresse de l'agent chef, dans la province, sont : R. Y. Hunter, 14 rue Saint-Jean, Montreal.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, ce vingt-troisième jour de septembre 1921.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,

F.-L. MONCK.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 3417—38-3

Avis est par le présent donné que la "Société St-Jean-Baptiste de Richmond" a obtenu un permis et a été enregistrée comme société de secours mutuels à l'effet de se mettre, au moyen de contributions de la part de ses membres, en état de secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie, d'accident ou de revers de fortune, et dans le cas de la mort des membres, leur veuves, orphelins ou représentants légaux, tel que mentionné dans la déclaration

Treasury Department

Notice is hereby given that the "American Insurance Company" has been registered to transact within the Province of Quebec, the business of fire insurance on and after the twenty-third day of September, 1921.

The name and address of the chief agent for the province are : R.-Y. Hunter, 14, Saint-John street, Montreal.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, this twenty-third day of September, 1921.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
Superintendent of Insurance,

F.-L. MONCK,

Insurance Branch,

Treasury Department, Québec. 3418—38-2

Notice is hereby given that the "Société St-Jean-Baptiste de Richmond", has been licensed and registered as a mutual benefit association for the purpose of : by means of contributions from its members, of making provision for those of its members who are afflicted by sickness, accidents or reverse of fortune, and, in the case of death of its members for their widows and orphans, or legal representatives, as set forth in the declaration which preceded the

tion qui a précédé l'autorisation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil daté le septième jour de juin 1921.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce vingt-sixième jour de septembre 1921.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances,
F.-L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec.
3421—39-2

authorization of the Lieutenant Governor in Council dated the seventh day of June, 1921.

Given pursuant to the provisions of article 6950, R. S. P. Q., this twenty-sixth day of September, 1921.

For the Treasurer of the Province of Québec.
Superintendent of Insurance,
F.-L. MONCK.

Insurance Branch,
Treasury Department, Québec.
3422—39-2

Actions en séparation de biens

Cour Supérieure, Québec, No 3959.

Lydia Samson, de la cité de Lévis, épouse de Joseph-Honoré Dumont, commerçant, de la cité de Lévis, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Joseph-Honoré Dumont, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 29ième jour de septembre 1921.

Québec, 30 septembre 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
3483—40-5 BERNIER & BELLY.

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 580.

Dame Marie-Anne Morin, de la paroisse de Saint-Ignace-du-Lac, district des Trois-Rivières, épouse commune en biens du défendeur, autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs Anatole Gaudet, cultivateur, du même endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 28 septembre 1921.

Trois-Rivières, 28 septembre 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
3499—40-5 DENIS, FERLAND & DENIS

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3124.

Dame Léona Saint-Maurice, de la ville Saint-Laurent, district de Montréal, épouse commune en biens de Arméus Gohier, de la ville Saint-Laurent, district de Montréal, boucher, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs Arméus Gohier, de la ville de Saint-Laurent, district de Montréal, boucher, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le quatorzième jour de septembre 1921 contre le défendeur.

L'avocat de la demanderesse,
3503—40-5 J.-BRUNO NANTEL.

Canada, province de Québec, district de Saint-François, No 697, dans la Cour supérieure. Dame Marie-Anna Champagne, de la ville de East Angus, dans le district de Saint-François, épouse de Jean-Baptiste-Henri Boudreau, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Jean-Baptiste-Henri Boudreau, défendeur. Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le deuxième jour de septembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,
C.-C. CABANA.

Sherbrooke, 20 septembre 1921. 3423—39-5

Actions for separation as to property

Superior Court, Québec, No 3959.

Lydia Samson, of the city of Lévis, wife of Joseph-Honoré Dumont, trader, of the city of Lévis, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Joseph-Honoré Dumont, defendant.

An action for separation of property has been instituted in this cause on the 29th day of September, 1921.

Québec, September, 30th, 1921.

BERNIER & BELLY,
3484—40-5 Attorneys for the plaintiff.

Canada, Province of Québec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 580.

Marie-Anne Morin, of Saint-Ignace-du-Lac, district of Three Rivers, wife common as to property of the defendant duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs Anatole Gaudet, farmer, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the 28th of September, 1921.

Three Rivers, 28th September, 1921.

DENIS, FERLAND & DENIS,
3500—41-5 Attorneys for the plaintiff.

Province of Québec, district of Montreal, Superior Court, No. 3124.

Dame Léona Saint-Maurice, of the town of Saint-Laurent, district of Montreal, wife common as to property of Armeus Gohier, of the town of Saint-Laurent, district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff, vs Arméus Gohier, butcher, of the town of Saint-Laurent, district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the fourteenth day of September, 1921, against the defendant.

J.-BRUNO NANTEL,
3504—40-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Québec, district of Saint-François, No. 697, in the Superior Court. Dame Marie-Anna Champagne, of the town of East Angus, in the district of Saint-François, wife of Jean-Baptiste-Henri Boudreau, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Jean-Baptiste-Henri Boudreau, defendant. An action for separation as to property has been instituted in this cause on the second day of September, 1921.

C.-C. CABANA,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 20th September, 1921. 3424—39-5

Cour supérieure, district d'Iberville, No 27.
 Dame Thérèse Dupuis, de la paroisse de Saint-Rémi, dit district, a institué une action en séparation de biens contre son mari, Zéphyr Daignault, cultivateur, du même lieu.

Son procureur,

J.-B. BISSONNETTE.

Saint-Jean, 26 septembre 1921. 3431—39-5

Province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 493.

Dame Evelina Comtois, épouse de Odilon Gauthier, journalier, de Saint-Onge-de-Shawinigan, dans le district des Trois-Rivières, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Odilon Gauthier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 1er jour de septembre 1921.

Trois-Rivières, 16 septembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,

3333—38-5 J.-ALEXANDRE BONIN.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 42.

Clémentine Villeneuve, de la cité et district de Montréal, épouse commune en biens du défendeur, demanderesse ; vs Pierre Lafrance, forgeron, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

Montréal, 19 septembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,

3369—38-5 J.-A. BOISSONEAULT.

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour supérieure, No 4000.

Dame Rose-Catherine Gaynor, épouse commune en biens de William-M. O'Neil, de la paroisse de Saint-Anicet, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre ledit William-M. O'Neil.

Valleyfield, 15 septembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,

3335—38-5 J.-G. LAURENDEAU.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 5297.

Dame Bertha Gittleson, épouse de Erwin-P. Wener, marchand, tous deux des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Erwin-P. Wener, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 10ième jour de septembre 1921.

Montréal, 17 septembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,

3375—38-5 N.-W. JACOBS.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2251.

Dame Ida Lefkovitch, de la ville et du district de Montréal, épouse commune en biens de Alex. Silverstone, marchand, du même lieu, demanderesse ; vs Alex. Silverstone, de la ville et du district de Montréal, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Montréal, 20 septembre 1921.

Les procureurs de la demanderesse,

3377—38-5 POPLIGER & ROBINSON.

Superior Court, district of Iberville, No. 27.
 Dame Thérèse Dupuis, of the parish of Saint-Rémi, said district, has instituted an action for separation as to property against her husband, Zéphyr Daignault, farmer, of the same place.

J.-B. BISSONNETTE,

Attorney.

Saint-John, 26th September, 1921. 3432—39-5

Province of Quebec, District of Three Rivers, Superior Court, No. 493.

Dame Evelina Comtois, wife of Odilon Gauthier, laborer, of village Saint-Onge de Shawinigan in the district of Three Rivers duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Odilon Gauthier, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, the 1st day of September, 1921.

Three Rivers, 16th day of September, 1921.

J.-ALEXANDRE BONIN,

3334—38-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 42.

Clementine Villeneuve, of the city and district of Montreal, wife common as to property of the defendant, plaintiff ; vs Pierre Lafrance, blacksmith, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant. Montreal, September 19, 1921.

J.-A. BOISSONEAULT,

3370—38-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Beauharnois, Superior Court, No. 4000.

Dame Rose-Catherine Gaynor, wife common as to property of William-M. O'Neil, of the parish of Saint Anicet, has, this day, instituted an action as to separation as to property against said William-M. O'Neil.

Valleyfield, 15th September, 1921.

J.-G. LAURENDEAU,

3336—38-5 Attorney for defendant.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 5297.

Dame Bertha Gittleson, of the city and district of Montreal, wife of Erwin-P. Wener, merchant, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Erwin-P. Wener, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 10th day of September, 1921.

Montreal, 17th September, 1921.

N.-W. JACOBS,

3876—38-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2251.

Dame Ida Lefkovitch, of the city and district of Montreal, wife common as to property with Alex. Silverstone, merchant, of the same place, plaintiff ; vs Alex. Silverstone, of the city and district of Montreal, merchant, defendant.

An action in separation as to property has, this day, been instituted in this cause.

Montreal, 20th September, 1921.

POPLIGER & ROBINSON,

3378—38-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Beauharnois,
Cour supérieure, No 3998.

Dame Rose-Alma Rousseau, de Saint-Timo-
thée, épouse de Domina Riendeau, commerçant
du même endroit, dûment autorisé à ester en
justice, a intenté une action en séparation de
biens contre ledit Domina Riendeau, ce jour.

Valleyfield, ce 14 septembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,
3379—38-5 ARTHUR PLANTE.

Province of Quebec, district of Beauharnois,
Superior Court, No. 3998.

Dame Rose-Alma Rousseau, of Saint-Timo-
thée, wife of Domina Riendeau, merchant of the
same place, duly authorized to ester *en justice*, has
instituted an action for separation as to property
against the said Domina Riendeau, this day.

Valleyfield, 14th September, 1921.

ARTHUR PLANTE,
3380—38-5 Attorney for plaintiff.

Avis divers

Province de Québec, district de Montréal.

Avis est par les présentes donné que d'après
la partie I de l'acte des compagnies de Québec,
1920, "The Standard Hotel Company" s'adres-
sera au lieutenant-gouverneur de la province de
Québec dans le but de résilier sa charte.

Le président,
JAMES MCKELL,

Le secrétaire,
J.-C. SHANKS.

Howick, 26 septembre 1921. 3495

LAKEVIEW CEMETERY ASSOCIATION.

Avis public est par le présent donné que
Edwin Maxfield, cultivateur; Burton LeBaron,
cultivateur, tous deux du canton Hatley, et
James-W. MacKay, cultivateur; Horace-Philip
Abbott, cultivateur, et Ernest-W. Greer, culti-
vateur, tous trois du canton de West Hatley,
dans le district de Saint-François, sollicitent la
constitution en corporation d'un cimetière
connu sous le nom de "Bean Burying Ground",
lot No. 452, du plan cadastral, canton de Hatley,
en vertu des dispositions des articles 6821 et
suivants des S.R.Q., 1909, et des amendements
à iceux.

Daté le 4 octobre 1921.
Les avocats des requérants,
3501 FRASER, RUGG & MIGNAULT.

CRÉDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN

Avis est par le présent donné que M. Thomas-
R. Nelson, domicilié à Montréal et M. Roger
de Roumefort, domicilié à Paris, France, ont
été nommés directeurs conjoints de la société
du Crédit Foncier Franco-Canadien, pour la pro-
vince de Québec et pour toute la Puissance, à
dater du premier janvier mil neuf cent vingt-deux,
par et en vertu d'une délibération du conseil
d'administration du 29 juillet dernier.

Le président de la société du Crédit Foncier
Franco-Canadien, par suite de la nomination
desdits Thomas-R. Nelson et Roger de Roumefort,
en qualité de directeurs conjoints, en conformité
de l'article 48 de la charte de ladite société, a
exécuté, en duplicata, un mandat autorisant les
personnes sus-nommées à agir au nom et pour la
société dans la mesure de leurs attributions. Un
duplicata de ce mandat a été déposé au départe-
ment du secrétaire de la province.

Québec, le 3 octobre 1921.
Le sous-secrétaire de la province,
3507 C.-J. SIMARD.

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, district of Montreal.

Notice is hereby given that under Part I of the
Quebec Companies Act, 1920, The Standard
Hotel Company will apply to the Lieutenant-
Governor of the Province of Quebec for leave
to surrender its charter.

JAMES MCKELL,
President.

J.-C. SHANKS,
Secretary.

Howick, 26th September, 1921. 3496

LAKEVIEW CEMETERY ASSOCIATION.

Public notice is hereby given that Edwin
Maxfield, farmer; Burton LeBaron, farmer, both
of the township of Hatley, and James-W. Mac-
Kay, farmer; Horace-Philip Abbott, farmer,
and Ernest-W. Greer, farmer, all three of the
township of West Hatley, in the district of
Saint Francis, are applying for the incorporation
of the cemetery known as the Bean Burying
Ground, lot No. 452, on the cadastral plan,
township of Hatley, under the provisions of
articles 6821 and seq., R.S.Q., 1909, and amend-
ments thereto.

Dated 4th October, 1921.
FRASER, RUGG & MIGNAULT,
3502 Solicitors for applicants.

CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN.

Notice is hereby given that Mr. Thomas-R.
Nelson, domiciled at Montreal, and Mr. Roger
de Roumefort, domiciled at Paris, France, have
been named joint directors of the company
"Crédit Foncier Franco-Canadien", for the pro-
vince of Quebec, and for the whole of the Domi-
nion, to date from the first of January, one thou-
sand nine hundred and twenty two, by and in
virtue of a resolution of the board of directors
of the 29th of July last.

The president of the company "Crédit Foncier
Franco-Canadien", in virtue of the nomination
of the said Thomas-R. Nelson and Roger de
Roumefort, as joint directors, in conformity
with article 48 of the charter of the said company,
has executed in duplicate, a mandate authorizing
the above-named persons to act in the name of
and for the company within the limits of their
powers. A duplicate of this mandate has been
deposited with the Provincial Secretary's Depart-
ment.

Quebec, 3rd October, 1921.
C.-J. SIMARD,
3508 Assistant Provincial Secretary.

REGLEMENT No 11.

(a) Nombre des administrateurs et quorum.

Les affaires de la compagnie seront gérées par un conseil de cinq administrateurs, dont trois formeront un quorum pour l'expédition des affaires.

Les minutes de l'assemblée des directeurs provisoires ou originaires tenues le 3 octobre 1921 ont été soumises à, et étudiées par l'assemblée, et sur motion dûment proposée et secondée, il a été décidé que tous actes et procédés du conseil d'administration provisoire ou originaire, selon leur teneur à ces minutes, soient par les présentes approuvés, ratifiés et confirmés, y compris le règlement No 11 (a) relatif au nombre des directeurs, dont le nombre diffère du nombre des directeurs provisoires et le règlement No VII (d) concernant les pouvoirs d'emprunt des directeurs.

Je, soussigné, George Nagley, secrétaire-trésorier de la "La Salle Dress Company," Limited, certifie par les présentes que les précédentes sont de vraies copies de :—

Premièrement :—le règlement No 11 (a) de la compagnie concernant le nombre des membres du conseil d'administration, et :—

Deuxièmement : la résolution passée à une assemblée des actionnaires, ratifiant, confirmant et approuvant ledit règlement.

(Signé) GEO. NAGLEY.

Vraie copie :

Les avocats de la compagnie,

CAMPBELL, McMASTER

3513

& COUTURE.

BY-LAW No. 11

(a) Number of directors and quorum).

The affairs of the company shall be managed by a board of five directors, of whom three shall form a quorum for the transaction of business.

The minutes of the meeting of the provisional of first directors held the 3rd day of October, 1921, were laid before and considered by the meeting, and on motion duly made and seconded, it was resolved that all the acts and proceedings of the board of provisional or first directors as disclosed by these minutes be, and are hereby approved, ratified and confirmed, and the by-laws are especially ratified and confirmed, including by-law No. 11 (a) dealing with the number of directors, which are of number different from the number of provisional or first directors, and by-law No. VII (d) providing for the borrowing powers of the directors.

I, the undersigned, George Nagley, secretary-treasurer of the LaSalle Dress Company, Limited, hereby certify that the foregoing are true copies of :—

First : By-law No. 11 (a) of the company providing for the number of members constituting the board of directors, and :—

Second : The resolution passed at a meeting of the shareholders, ratifying, confirming and approving said by-law.

(Signed) GEO. NAGLEY.

True copy :

CAMPBELL, McMASTER

& COUTURE,

3514

Attorneys for the company.

Bureau-chef

Avis vous est donné que la "J.-O. Bourcier Realities, Ltd," constituée en corporation par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de Québec le 4 août 1921, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au No 20 Place Victoria.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal ce premier jour d'octobre 1921.

H.-A. PIPER

Secrétaire de

3497

"J.-O. BOURCIER REALITIES, LT'D."

Chief Office

Notice is hereby given that the J.-O. Bourcier Realities, Ltd, a company incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of Quebec on the 4th day of August, 1921, and having its chief place of business in the city of Montreal, has located its office at No. 20 Victoria Square.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this first day of October, 1921.

H.-A. PIPER

Secretary of

3498

J. O. BOURCIER REALITIES LT'D.

Compagnies autorisées à faire des affaires

La compagnie "A.-T. Reid Company, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

Companies authorized to do business

"A.-T. Reid Company, Limited", has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, édifice Old Birks, chambres 208 et 209.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. C.-Alexander Philips, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 16 septembre 1921.

La compagnie "British American Wax Paper Company, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, au numéro 141 rue Metcalfe.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Titus Davids, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 16 septembre 1921.

La compagnie "Hyslop Brothers, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, au numéro 145 rue Saint-Jacques.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. George-H. Montgomery, C. R., de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 22 septembre 1921.

La compagnie "J.-B. Lippincott Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, au numéro 46 rue Alexandre.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Charles Roberts, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

La compagnie "MacGovern & Company, Incorporated", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

Its chief place of business, in the Province, is at Old Birks bldg, chambers 208-209, Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. C.-Alexander Philips, of Montreal.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.
Quebec 16th September, 1921.

"British American Wax Paper Company, Limited", has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at 141 Metcalfe street, Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Titus Davids, of Montreal.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.
Quebec, 16th September, 1921.

"Hyslop Brothers, Limited", has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at 145 Saint James street, Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. George-H. Montgomery, K.C., of Montreal.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.
Quebec, 22nd September, 1921. 3516

"J.-B. Lippincott Company" has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at 46 Alexander street, Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Charles Roberts, of Montreal.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.
Quebec, 17th September, 1921.

"MacGovern & Company, Incorporated", has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. H.-J. Griswald, de Westmount, 500 avenue Prince-Albert.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 24 septembre, 1921.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. H.-J. Griswald, of 500 Prince-Albert avenue, Westmount,

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.
Quebec, 24th September, 1921.

La compagnie "Murray & Gregory, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province est à Lac Frontier, comté de Montmagny.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Edward-L. Wood, de Lac Frontier, comté de Montmagny.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 24 septembre 1921.

"Murray & Gregory, Limited", has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Lac Frontier, township of Montmagny.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Edward-L. Wood, of Lac Frontier, county of Montmagny.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.
Quebec, 24th September, 1921.

La compagnie "The Canada Malting Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, au numéro 512 rue Saint-Ambroise.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Charles-Davis McFarland, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 14 septembre, 1921.

"The Canada Malting Company, Limited", has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at 512 Saint-Ambroise street, Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Charles Davis McFarland, of Montreal.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.
Quebec, 14th September, 1921. 3518

La compagnie "The Geo.-H. Rundle & Son Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Plessisville.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Alp.-P. Pelletier, de Plessisville.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 24 septembre 1921.

"The Geo.-H. Rundle & Son Company, Limited", has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Plessisville.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Alp.-P. Pelletier, of Plessisville.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.
Quebec, 24th September, 1921.

La compagnie "The N. Bawlf Grain Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

"The N. Bawlf Grain Company, Limited", has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, au numéro 101 "Edifice Board of Trade". Its chief place of business, in the Province, is at 101 Board of Trade bldg., Montreal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Sidney-S. Pecoock, de Montréal. Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Sidney-S. Pecoock, of Montreal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.
Québec, 14 septembre, 1921.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.
Quebec, 14th September, 1921.

La compagnie "The R.-S. Williams & Sons Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec. "The R.-S. Williams & Sons Company, Limited", has been authorized to do business in the Province of Quebec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province. The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, 59 rue Saint-Pierre. Its chief place of business, in the Province, is at 59 Saint Peter street, Montreal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Frederick-W. Heavysege, de Montréal, 59 rue Saint-Pierre. Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Frederick-W. Heavysege, of 59 Saint Peter street, Montreal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.
Québec, 24 septembre 1921.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.
Quebec, 24th September, 1921.

La compagnie "T.-S. Simms & Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec. "T.-S. Simms & Company, Limited", has been authorized to do business in the Province of Quebec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province. The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, au numéro 298 rue Notre-Dame-Ouest. Its chief place of business, in the Province, is at 298 Notre-Dame street West, Montreal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. C.-H. Gratton, de Montréal, numéro 298 rue Notre-Dame-Ouest. Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. C.-H. Gratton, of 298 Notre-Dame street West, Montreal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.
Québec, 15 septembre, 1921. 3519

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.
Quebec, 15th September, 1921. 3520

Faillite—avis de

Bankrupt Notice

Province de Québec, district de Montréal, dans la Cour supérieure, No 120.

Dans l'affaire de "Pioneer Children's Wear Mfg. Co., Limited", 1770 Boulevard Saint-Laurent, Montréal, en liquidation; vs F.-R. Paquet & J.-O. Bonnier, liquidateurs.

Un bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera payable le 18 octobre 1921.

Les liquidateurs,
E.-ROMEO PAQUET &
JOSEPH-O. BONNIER.
Montréal, le 1er octobre, 1921. 3487

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No 120.

In the matter of "Pioneer Children's Wear Mfg. Co., Limited", 1770 Saint-Lawrence bldg, Montreal, in liquidation; vs F.-R. Paquet & J.-O. Bonnier, liquidators.

A dividend sheet has been prepared in this matter, and is payable on October 18th, 1921. Montreal, October 1st, 1921.

F.-ROMEO PAQUET &
JOSEPH-O. BONNIER,
Liquidators. 3488

Minutes de notaire

Notarial minutes

Québec, 5 octobre 1921.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une

Quebec, 5th October, 1921.

Notice is hereby given, in conformity with the provisions of the Notarial Code, that a petition

requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. Joseph-Adélarde Plourde, notaire, de Saint-Jérôme, comté de Lac Saint-Jean, district de Roberval, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de M. Joseph-Pierre Gagnon, du même lieu, qui a cessé de pratiquer comme notaire volontairement.

Le sous-secrétaire de la province,
3539—40-5 C.-J. SIMARD.

Québec, 14 septembre 1921.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. Louis-C. Godbout, notaire, de Waterloo, comté de Shefford, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Joseph Gingras, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,
3309—37-5 C.-J. SIMARD.

has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Joseph-Adélarde Plourde, notary, of Saint-Jérôme, county of Lake Saint John, district of Roberval, whereby he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Mr. Joseph-Pierre Gagnon, of the same place, who has voluntarily ceased to practice as notary.

C.-J. SIMARD,
3540—40-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 14th September, 1921.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Louis C. Godbout, esquire, notary, of Waterloo, county of Shefford, whereby he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Joseph Gingras, in his lifetime notary, of the same place.

C.-J. SIMARD,
3310—37-5 Assistant Provincial Secretary.

Ordres de Cour

Province de Québec, district de Bedford, Cour supérieure, No 1031.

Louis-N. Adam, demandeur; vs William-A. Brunelle, du canton de Stukely, district de Bedford, défendeur; et Louis-J. Fournier, opposant.

Il est ordonné par la Cour sur l'allégué de la déconfiture du défendeur, que les créanciers de ce dernier soient appelés, par un avis à être publié deux fois dans la *Gazette officielle de Québec*, à produire leurs réclamations sous quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans ladite gazette officielle.

Sweetsburg, 26 septembre 1921.

Le P. C. S.,
JNO.-P. NOYES.

L'avocat du demandeur,
ROMULUS CLOUTIER. 3491—40-2

Province de Québec, district de Bedford, Cour supérieure, No 990.

Myron-F. Goddard, demandeur; vs Herbert Salisbury, du canton de Brome, district de Bedford, défendeur; et Luc-V. Marchesseault et opposant.

Il est ordonné par la Cour, sur l'allégué de la déconfiture du défendeur, que les créanciers de ce dernier soient appelés, par un avis à être publié deux fois dans la *Gazette officielle de Québec*, à produire leurs réclamations sous quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans ladite gazette.

Sweetsburg, 26 septembre, 1921.

Le P. C. S.,
JNO.-P. NOYES,

NUTTING & CHOUINARD,
Les avocats du demandeur. 3451—39-2

Rules of Court

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 1031.

Louis-N. Adam, plaintiff; vs William-A. Brunelle, of the township of Stukely, district of Bedford, defendant; and Louis-J. Fournier, Opponent.

It is ordered by the Court, seeing the alleged insolvency of the defendant that the creditors of said defendant do file their claims herein within fifteen days from the date of the first insertion of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

Sweetsburg, 26th September, 1921.

JNO. P. NOYES,
P. S. C.

ROMULUS CLOUTIER,
Attorney for plaintiff. 3492—40-2

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 990.

Myron-F. Goddard, plaintiff; vs Herbert Salisbury, of the township of Brome, district of Bedford, defendant; and Luc-V. Marchesseault, opponent.

It is ordered by the Court, seeing the alleged insolvency of the defendant, that the creditors of said defendant do file their claims herein fifteen days from the date of the first insertion of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

Sweetsburg, 26th September, 1921.

JNO.-P. NOYES,
P. S. C.

NUTTING & CHOUINARD,
Attorneys for plaintiff. 3452—39-2

Soumissions

SOUMISSIONS DEMANDÉES.

Des soumissions cachetées seront reçues au bureau du secrétaire-trésorier de la municipalité

2

Tenders

TENDERS WANTED.

Sealed tenders will be received at the office of the secretary-treasurer for the municipality of

de la cité de Verdun jusqu'à midi, mardi, le vingt-cinq octobre 1921, pour l'achat de \$75,000.00 d'obligations à 6% de la municipalité scolaire, payables à Montréal et Verdun, pour une période n'excédant pas dix ans à compter du premier mai 1921.

Toutes les soumissions devront mentionner l'intérêt accru depuis le 1er mai 1921 et être accompagné d'un chèque accepté pour \$750.00, montant égal à un pour cent du prêt.

Les syndics d'école ne s'engagent pas à accepter la plus basse des soumissions ou aucune d'icelles.

Pour plus ample informé.

Le secrétaire-trésorier,

T.-J. COULTER.

Suite 606-607 Edifice Shaughnessy,
137 rue McGill, Montréal, Que.

3545

the city of Verdun, until noon, Tuesday, the twenty-fifth day of October, 1921, for the purchase of \$75,000.00, 6% bonds of the school municipality payable at Montreal and Verdun for a period not exceeding ten years from the first day of May, 1921.

All tenders must specify accrued interest from May 1, 1921, and must be accompanied by an accepted cheque for \$750.00, an amount equal to one per cent of the loan.

The board of school trustees will not be bound to accept the lowest or any of the tenders submitted.

For further particulars, apply to.

T.-J. COULTER,

Sec.-Treasurer.

Suite 606-607 Shaughnessy building,
137 McGill street, Montreal, Que.

3546

Ventes—Loi de faillite

Dans l'affaire de Stanislas Goudreault, cultivateur, du canton de Brôme, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que le MARDI, le DIX-HUITIEME jour du mois d'OCTOBRE mil neuf cent vingt-un, à DIX heures a. m., sera vendu par encaissement public, à l'endroit où se trouve situé l'immeuble ci-après désigné, en le canton de Brôme, l'actif immobilier de cette faillite et décrit comme suit :

Un terrain sis et situé au canton de Brôme, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Brôme comme étant le lot numéro huit cent trente (830), contenant soixante arpents de terre en superficie, plus ou moins—avec bâtisses de-sus érigées.

Les titres et certificats peuvent être examinés au bureau du notaire, J.-A. Drouin, 37 rue Principale, Granby.

Ces propriétés peuvent être visitées en tout temps en s'adressant au soussigné.

Cette vente est faite conformément à l'article 20 paragraphe B 3 de la loi de faillite et a les mêmes effets, que la vente au shérif.

Conditions faciles de paiement.

Le syndic autorisé.

L.-P. BERNARD.

Granby, Qué.

3505—40-2

Dans l'affaire de Wilfrid-H. Pauze, cédant autorisé :

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'une résolution des inspecteurs de cette faillite et tel que prescrit par la loi de faillite 1920.

L'immeuble ci-après désigné sera vendu par encaissement public, VENDREDI, le ONZIEME jour de NOVEMBRE 1921, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, à nos bureaux, chambre 5, 97 rue Saint-Jacques, en la cité de Montréal, par MM. Fraser Frères, encanteurs licenciés, savoir :

Un certain lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro huit cent douze (812) aux plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Laurent, en la cité de Montréal—avec les bâtisses dessus construites et toutes les machineries s'y rattachant.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser aux syndics soussignés.

TURCOTTE & MERRILL.

3523—40-2 97 rue Saint-Jacques, Montréal.

Sales—Bankruptcy Act.

In the matter of Stanislas Goudreault, farmer, of the township of Brome, authorised assignee.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the EIGHTEENTH day of OCTOBER, one thousand nine hundred and twenty-one, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction, at the place where the immoveable hereinafter described is situated, in the township of Brome, the immoveable assets of this bankruptcy described as follows :

A lot of land lying and situated in the township of Brome, known and designated on the official plan and book of reference of the said township of Brome, as being lot number eight hundred and thirty (830), containing sixty arpents of land in superficies, more or less—with buildings thereon erected.

The titles and certificates may be examined at the office of notary, J. A. Drouin, 37 Main street, Granby.

These properties may be visited at any time on applying to the undersigned.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B 3 of the Bankruptcy Act and has the same effect as a sheriff's sale.

Easy terms of payment.

L.-P. BERNARD,

Authorised trustee.

Granby, Que.

3506—40-2

In the matter of Wilfrid-H. Pauze, authorize d assignor :

Notice is hereby given that by virtue of a resolution of the inspectors of this insolvent estate and in accordance with the Bankruptcy Act, 1920 ;

The immoveable property hereafter described will be sold by public auction FRIDAY, the ELEVENTH day of NOVEMBER, 1921, at HALF PAST TEN, A.M., by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at our office, room 5, 97 Saint James street, in the city of Montreal, to wit :

A certain lot known and designated as lot number eight hundred and twelve (812) on the official plan and book of reference for Saint Lawrence ward, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected and all the machinery thereto attached.

For further particulars and cahier des charges, apply to the undersigned trustees.

TURCOTTE & MERRILL,

3524—40-2, 97 Saint James street, Montreal.

Dans l'affaire de Edouard Ouellet, de Glendyne, failli.

Avis est par le présent donné que MARDI, le HUIT NOVEMBRE prochain 1921, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public aux bureaux des soussignés, 17 rue Saint-Jacques, Québec, l'actif de cette faillite comme suit :

1. Machineries.....	\$3,100.00
2. Crédits suivant liste.....	244.00
3. Roulant.....	370.00
4. Un coffre-fort (sujet à un lien de \$120.00).....	175.00
5. Deux terrains connus et désignés au cadastre officiel du canton Botsford pour le huitième rang sous les numéros trente-quatre—douze et trente-quatre—treize (34-12 et 34-13) ;	

6. Un terrain connu et désigné au cadastre officiel du canton Botsford pour le huitième rang sous le numéro trente-trois-A (33a) (terrain où était situé le moulin) ;

7. Un terrain ou emplacement situé sur la route principale à Glendyne, connu et désigné au cadastre officiel du canton Botsford, dans le huitième rang sous le numéro trente-quatre—huit (34-8)—avec les bâties dessus construites. Sujet à une hypothèque de \$375.

8. Un terrain situé à Daveluyville, sur le côté ouest de la rue Saint-Antoine, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Bulstrode, division d'enregistrement d'Arthabaska, comme étant la moitié nord du numéro quarante-un—cent quinze (½ n. 41-15) de la subdivision du numéro quarante-un dudit cadastre ;

9. Les droits de coupe du bois que ledit Edouard Ouellet peut avoir sur les lots numéros 24, 25, 23a, 23b, 23c, 25a, 25b, 25c du cadastre officiel du canton Botsford, dans le huitième rang.

La vente se fera pour chaque item séparément. Conditions de paiement : comptant.

L'inventaire, les titres et les certificats du bureau d'enregistrement peuvent être consultés aux bureaux des soussignés.

Les syndics se réservent le droit de vendre de gré à gré avant cette date si des offres leur sont faites.

Les syndics autorisés,

MORIN & BARRY.

Québec, 1er octobre 1921.

3435—39-2

In the matter of Edouard Ouellet, of Glendyne, insolvent.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the EIGHTH of NOVEMBER next, 1921, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction at the offices of the undersigned, 17 Saint-James street, Quebec, the assets of this estate, being as follows :

1. Machinery.....	\$3,100.00
2. Credits as per list.....	244.00
3. Rolling stock.....	370.00
4. A safe(subject to a lien of \$120.00). ..	175.00

5. Two lots of land known and designated on the official cadastre of the township of Botsford for the eighth range under the numbers thirty four—twelve and thirty four—thirteen (34-12 and 34-13) ;

6. A lot of land known and designated on the official cadastre of the township of Botsford, for the eighth range under the number thirty three A(33a) (lot on which mill was erected) ;

7. A lot of land or emplacement situate on the main road at Glendyne, known and designated on the official cadastre of the township of Botsford, in the eighth range under number thirty four—eight (34-8)—with the buildings thereon erected. Charged with an hypothec of \$375.00 ;

8. A lot of land situate at Daveluyville, on the west side of Saint-Antoine street, known and designated on the official cadastre of the township of Bulstrode, registration division of Arthabaska, as being the north half of the number forty-one—one hundred and fifteen (n. ½ 41-115) of the subdivision of the number forty one of said cadastre.

9. The rights to cut timber which the said Edouard Ouellet may have on the lots numbers 24, 25, 23a, 23b, 23c, 25a, 25b, 25c of the official cadastre of the township of Botsford, in the eighth range.

Each item to be sold separately.

Conditions of payment : Cash.

The inventory, titles and registrar's certificates can be examined at the offices of the undersigned.

The trustees reserve the right to sell at private sale before such date if offers are made to them.

MORIN & BARRY,

Authorized trustees.

Quebec, 1st October, 1921.

3436—39-2

Vente par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1778.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le vingt-septième jour de septembre 1921, dans une cause dans laquelle Dame Philomène Bertrand, de la paroisse de Saint-Martin, épouse contractuellement séparée de biens de Edmond Bouchard, cultivateur, aussi de la paroisse de Saint-Martin, et ledit Edmond Bouchard pour autoriser son épouse aux fins des présentes, est demanderesse ; et Dame Eugénie Bertrand, épouse commune en biens de Emile Tardif, homme de police, tous deux des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, et Mademoiselle Délina Bertrand, fille majeure, de la cité et du district

Sale by Licitation

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1778.

Public notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting in Montreal, in the district of Montreal, the twenty-seventh day of September, 1921, in a cause in which Dame Philomène Bertrand, of the parish of Saint-Martin, wife by contract separate as to property of Edmond Bouchard, farmer, also of the parish of Saint-Martin, and the said Edmond Bouchard authorizing his wife for the purposes of these presents, is the plaintiff ; and Dame Eugénie Bertrand, wife common as to property of Emile Tardif, policeman, both of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purpose of these presents, and Miss Delima Bertrand, a spinster who is of age, of the city and district of Montreal,

de Montréal, sont défenderesses, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

Un immeuble connu et désigné comme faisant partie du lot numéro trente-deux du cadastre de la paroisse de Sainte-Dorothée, mesurant un arpent et demi de largeur sur vingt-cinq arpents de profondeur, plus ou moins; borné comme suit: en front, vers le sud, par le chemin public, en arrière par Alexandre Lecavalier et partie par Joseph Dagenais, d'un côté par Isaïe Sauriol et par Félix Picher et de l'autre côté par Delphis Bertrand.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de justice de la cité de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, le 3 octobre 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
3493-40-2 BERARD, REILLY & HAINS.

are defendants, ordering the sale by licitation of certain real property described as follows, that is to say :

A piece of land known and described as forming part of lot number thirty-two (32) of the plan of the parish of Sainte-Dorothée, measuring one arpent and a half in width by twenty-five arpents in length, more or less, bounded as follows: in front, towards the south, by the public highway, in the rear by Alexandre Lecavalier and partly by Joseph Dagenais, one one side by Isaïe Sauriol and by Felix Piché and on the other side by Delphis Bertrand.

The land herein before described will be offered at auction and awarded to the highest and last bidder, the NINTH day of NOVEMBER next, the Court sitting in the *salle d'audience* of the Court House, in the city of Montreal, subject to the encumbrances, clauses and conditions appearing in the instructions (*cahier des charges*) lodged in the office of the prothonotary of the said Court; and any opposition *à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire* to the said sale by licitation must be lodge in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as above set forth for the sale and award; and any opposition *à fin de conserver* must be lodged within six days after the award; and in default of the parties to so lodge the said opposition within the delay prescribed by these presents, they shall be foreclosed of the right to present such opposition.

Montreal, 3rd October, 1921.

BERARD, REILLY & HAINS,
3494-40-2 Attorneys for plaintiff.

VENTE PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir } ERNEST BOIS-
No 192. } VERT, deman-
deur; vs AVILA LARIVIERE, défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

1. Le lot No un F du 6ième rang du cadastre officiel du canton de Simpson—avec les bâtisses y érigées, contenant environ 2 arpents de front sur la profondeur du lot; à distraire, cependant, du dit lot un F le terrain de l'Intercolonial et aussi cette partie du dit lot un F qui se trouve au sud-est du dit terrain de chemin de fer appartenant à Damien Janelle ;

2. Une autre lisière de terre, de forme triangulaire, à prendre sur la partie nord-ouest du lot de terre No 2 du 6ième rang du dit cadastre officiel du canton de Simpson, ayant 7 arpents de profondeur environ; bornée d'un côté au nord-ouest par le terrain ci-dessus et de l'autre côté au sud-est par l'Intercolonial et d'un bout par D. Janelle.

Pour être vendu en un seul lot à la porte de l'église paroissale de Saint-Cyrille-de-Wendover,

SHERIFF'S SALE ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } ERNEST BOIS-
No. 192. } VERT, plain-
tiff; vs AVILA LARIVIERE, defendant.

As belonging to said defendant :

1. The lot No one F, of the 6th range of the official plan and book of reference of the township of Simpson—with the buildings thereon erected, containing about 2 arpents in front upon the depth of said lot; to be taken off, however, from said lot one F the land of the Intercolonial and also that part of said lot one F, situated on the south-east of the land of the Railway, belonging to Damien Janelle ;

2. Another piece of land of triangular form, to be taken on the north west part of the lot No 2 of the 6th range of said official plan and book of reference of the township of Simpson, having about 7 arpents in depth; bounded on one side on the north-west by the above designated piece of land and on the other side, on the south east, by the "Intercolonial" and on one end by D. Janelle.

To be sold in one lot, at the parochial church door of Saint-Cyrille-de-Wendover, on the

le NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain (1921), à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif.

Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 3 octobre 1921.

[Première publication, 8 octobre 1921]
3525—40-2

NINTH day of NOVEMBER next (1921), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. J.-E. GIROUARD,
Arthabaska, 3rd of October, 1921. Sheriff.

[First publication, 8th October, 1921]

3526—40-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } JOSEPH DESRO-
No 208. } SIERS, deman-
deur ; vs ERNEST BLANCHETTE, défendeur.
Comme appartenant au défendeur :

1. Un terrain connu et désigné au cadastre officiel du canton de Wickham, comme étant le lot No 233—avec les bâtisses y érigées ;

2. Un autre terrain situé dans le 4ième rang du canton de Wickham, contenant environ 2¼ arpents de front sur 28 arpents de profondeur ; tenant d'un bout au cordon des 4ième et 5ième rangs, de l'autre bout au chemin de fer de L'Avenir, d'un côté du sud-est à Joseph Tremblay et de l'autre côté à une certaine clôture érigée du front à la profondeur dudit terrain, connu et désigné au dit cadastre officiel du canton de Wickham comme étant le lot No 234 et partie du lot No 235—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Nicéphore, le NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain (1921), à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 6 octobre 1921. 3527—40-2
[Première publication, 8 octobre 1921]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } JOSEPH DESRO-
No. 208. } SIERS, plaintiff ; vs
ERNEST BLANCHETTE, defendant.

As belonging to said defendant :
1. A piece of land known and designated upon the official plan and book of reference of the township of Wickham, as being the lot No. 233—with the buildings thereon erected ;

2. Another piece of land situated in the 4th range of the township of Wickham, containing about 2¼ arpents in front by 28 arpents in depth ; bounded at one end by the concession line between the 4th and 5th ranges, at the other end by the L'Avenir railway, on one side to the south east by Joseph Tremblay and on the other side by a certain fence erected from the front to the depth of said piece of land, known and designated upon the said official plan and book of reference for the township of Wickham, as being the lot No. 234 and part of lot No. 235—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Nicéphore, on the NINTH day of NOVEMBER next (1921), at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, J.-E. GIROUARD,
Sheriff.

Arthabaska, 6th October, 1921. 3528—40-2
[First publication, 8th October, 1921]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } UNITED STATES
No 48. } FERRO ALLOYS
CORPORATION, demanderesse ; vs J.-V. BEL-
LANGER MINING CO., LT'D, défenderesse.
Comme appartenant à la défenderesse :

Un lot de terre connu comme étant la partie sud-est du lot No 19 du 10e rang du canton de Coleraine, ayant environ 317 acres de superficie ; borné d'un bout, vers le sud-ouest, par le block B, de l'autre bout, vers le nord-est, partie par le bloc A, partie par le lac Caribou et partie par la rivière, d'un côté, au nord-ouest, par le résidu dudit lot appartenant à la Cie Mutual Chaemical of Canada et de l'autre côté au sud-est, par le lot No 18, tel qu'acquis par Charles-A. King et Lady Chapleau, en vertu d'un acte de concession du département des mines et pêcheries de la province de Québec en date du 8 août 1906—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, avec aussi toutes les usines, machineries, machines, appareils, voitures et tous autres effets, meubles et accessoires placés, servant à l'exploitation de la mine exploitée sur le dit terrain et aux dites usines.

Pour être vendu, suivant autorisation de cette Cour, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Désiré-du-Lac-Noir (Black Lake), le DIX-NEUVIEME jour d'OCTOBRE prochain (1921), à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 10 septembre 1921.

3253—37-2

[Première publication, 17 septembre 1921]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } UNITED STATES
No. 48. } FERRO ALLOYS
CORPORATION, plaintiff ; vs J.-V. BEL-
LANGER MINING CO., LT'D, defendant.

As belonging to said defendant :
A piece of land known as being the south east part of lot No. 19 of the 10th range of the township of Coleraine, containing about 317 acres in superficies ; bounded at one end towards the south west, by block B, at the other end, towards the north east, part by block A, part by Caribou Lake and part by the river, on one side, towards the north west, by the remainder of said lot belonging to the Mutual Chaemical Co. of Canada and on the otherside, towards the south east, by lot No. 18 as acquired by Charles-A. King and Lady Chapleau by and in virtue of a deed of cession from the Department of Mines and Fisheries of the Province of Quebec dated 8th of August, 1906—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, with also all the mills, machineries, machines, apparels, carriages and all other effects, moveables and accessories placed upon, used for the running of the mine worked upon the said piece of land and for the said mills.

To be sold, according to an authorization of this Court, at the parochial church door of Saint-Désiré-du-Lac-Noir (Black Lake), on the NINE-TEENTH day of OCTOBER next (1921), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, J.-E. GIROUARD,
Sheriff.

Arthabaska, 10th September, 1921.

3254—37-2

[First publication, 17th September, 1921]

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } NARCISSE LEGER,
 District de Beauhar- } demandeur ; vs AN-
 nois, à savoir : } TOINE & STADINAS
 No 2945. } LEDUC ET AL., défen-
 deurs.

Saisi comme appartenant audit défendeur, Emilien Charlebois :

Un lot de terre ou emplacement de la contenance de quarante-cinq pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, faisant partie du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry-de-Valleyfield, sous le numéro quatre cent quatre-vingt-quatorze B (No 494b) et étant la juste moitié nord-ouest d'icelui, lequel emplacement est borné comme suit : au front, au nord-est par une rue (chemin Larocque), au nord-ouest par la rue du Marché, du côté sud-est par le résidu dudit lot No 494B et en arrière, du côté sud-ouest, par le No 494A—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la cité de Salaberry-de-Valleyfield, au plais de justice, MARDI, le DIX-HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain 1921, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
 L.-O. THISDALE.

Salaberry-de-Valleyfield, 10 septembre 1921.

3247—37-2

[Première publication, 17 septembre 1921]

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } NARCISSE LEGER,
 District of Beauhar- } plaintiff ; vs AN-
 nois, to with : } TOINE & STADINAS
 No 2945. } LEDUC ET AL., de-
 fendants.

Seized as belonging to the said defendant, Emilien Charlebois :

A lot of land or emplacement containing forty five feet in front by ninety feet in depth, forming part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the town of Salaberry-de-Valleyfield, under the number four hundred and ninety four B (No. 494b) and being the exact north-west half thereof, which emplacement is bounded as follows : in front, to the northeast, by a street (Larocque road), on the northwest by Market street, on the southeast side by the residue of said lot No. 494B and in rear, on the southwest side, by the No. 494A—with the buildings thereon erected.

To be sold at the sheriff's office, in the city of Salaberry-de-Valleyfield, at the Court House, on TUESDAY, the EIGHTEENTH day of OCTOBER next, 1921, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, L.-O. THISDALE,
 Sheriff.

Salaberry-de-Valleyfield, 10th September, 1921.

3248—37-2

[First publication, 17th September, 1921]

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Bedford.

Province de Québec, } HECTOR JACQUES,
 District de Bedford, } du canton Sutton,
 No 673. } dans le district de Bed-
 ford, journalier, demandeur ; vs DALVINI
 LAJOIE, du canton de Brome, dit district, défendeur.

Saisi en exécution comme appartenant audit défendeur, Dalvini Lajoie, la propriété immobilière suivante, à savoir :

La propriété agricole située dans le canton de Brome, dans le district de Bedford, connue et désignée aux plan et livre de renvoi cadastraux dudit canton de Brome sous les numéros trente-six (36), trente-huit (38) et trente (30), selon la contenance, excepté néanmoins du dernier lot nommé, un lopin à être détaché de l'enclavement sud-est dudit lot et mesuré comme suit : à partir d'un point à l'intersection de la ligne ouest du lot numéro vingt-huit (28) et du chemin public conduisant à Gilman's Corner et en direction sud le long de la ligne ouest du lot No 28 jusqu'à la ligne nord du lot No 27, de là le long de ladite ligne nord, en direction ouest jusqu'à la ligne ouest dudit lot numéro 27, et de là vers le nord en ligne droite jusqu'audit chemin public—avec toutes les bâtisses et dépendances dessus construites.

Conformément à un jugement de l'hon. juge Hackett rendu le 13 septembre 1921, la propriété

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } HECTOR JACQUES,
 District of Bedford, } of the township of
 No. 673. } Sutton, in the district
 of Bedford, laborer, plaintiff ; vs DALVINI
 LAJOIE, of the township of Brome, said district, defendant.

Taken in execution as belonging to the said defendant, Dalvini Lajoie, the following immovable property, to wit :

That certain farm property situated in the township of Brome, in the district of Bedford, now known and designated on the cadastral plan and book of reference for the said township of Brome under the numbers thirty six (36), thirty eight (38) and thirty (30) containing what they may, excepting nevertheless of the last named lot, a piece to be detached from the south-east corner of said lot and measured as follows : by beginning at a point at the intersection of the west line of lot number twenty eight (28) and of the public highway leading to Gilman's Corner and going towards the south along the west line of lot No. 28 to the north line of lot No. 27, from there along the said north line towards the west to the west line of said lot number No. 27, and from there towards the north in a straight line to said public highway—with all the buildings and dependencies thereon erected.

Pursuant to a judgment of Hon. Mr. Justice Hackett, dated 13th September, 1921, the above

immobilière plus haut décrite sera vendue en bloc, comme un tout.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Rose-de-Lima-de-Sweetsburg, au village de Sweetsburg, dit district, le VINGT-DEUXIEME jour d'OCTOBRE prochain 1921, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

C.-B. JAMESON.

Sweetsburg, Qué., 13 septembre 1921.

[Première publication, 17 septembre 1921]

3289—37-2

described immoveable property will be sold *en bloc*, together as a whole.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte-Rose-de-Lima-de-Sweetsburg, at the village of Sweetsburg, said district, on the TWENTY SECOND day of OCTOBER next, 1921, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's office.

C.-B. JAMESON,

Sheriff.

Sweetsburg, Que., 13th September, 1921.

[First publication, 17th September, 1921]

3290—37-2

HULL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Hull.

Hull, à savoir: } OLIVIER MERCIER, de-
No 5869. } mandeur; contre A.-T. LACELLE, défendeur, et DELLE E. CHAREST ET AL, mis-en-cause, à savoir:

Les subdivisions 79-80-98 et 99, selon le plan S.-E. Farley du bloc cadastral numéro deux cent quarante-quatre (244) du quartier numéro un de la cité et du district de Hull—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendues à mon bureau, dans ladite cité de Hull, le QUINZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

Hull, 28 septembre 1921. C.-M. WRIGHT.

[Première publication, 8 octobre 1921]

3511—40-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Hull.

Hull, to wit: } OLIVIER MERCIER, plain-
No. 5869. } tiff; against A.-T. LACELLE, defendant; and DELLE E. CHAREST ET AL, mis-en-cause, to wit:

Subdivisions 79-80-98 and 99, according to the plan of S.-E. Farley of cadastral block number two hundred and forty-four (244) of ward number one of the city and district of Hull—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the said city of Hull, on the FIFTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

C.-M. WRIGHT,

Hull, 28th September, 1921.

[First publication, 8th October, 1921]

3512—40-2

HULL

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de circuit.

Province de Québec, } GILBERT BEAUDRY
District de Joliette. } demandeur; vs
No 6387. } CLEMENT PEL-
LAND, défendeur.

1. Un lopin de terre situé au nord-est de la rue Sainte-Suzanne, en la cité et le district de Joliette, faisant partie du lot No. 346 des plan et livre de renvoi officiels du cadaastre de la ville de Joliette, contenant trente-cinq pieds de front sur quatre-vingts pieds de profondeur, et borné comme suit: en front par la rue Sainte-Suzanne, au nord-ouest et au nord par la résidu du dit lot No 346 et au sud-ouest par le lot No 356 des plan et livre de renvoi officiels du cadaastre de la ville de Joliette;

2. Une lisière de terrain faisant partie du lot No 353 des plan et livre de renvoi officiels du cadaastre de la ville de Joliette, contenant dix pieds de largeur et s'étendant en profondeur sur toute la largeur du dit lot No. 353.

La dite lisière de terrain est bornée comme suit: en front par la rue Sainte-Suzanne, en profondeur par le lot No 354 des plan et livre de renvoi officiels du cadaastre de la cité de Joliette, d'un côté, au nord-est, par le lot No 346 des plan et livre de renvoi officiels du dit cadaastre et de l'autre côté par le résidu dudit lot No 353.

Pour être vendus au Palais de justice, au bureau du shérif, en la cité de Joliette, district de

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.

Province of Quebec, } GILBERT BEAUDRY,
District of Joliette. } plaintiff; vs
No. 6387. } CLEMENT PELLAND,
defendant.

1. A parcel of land situate to the north-east of Sainte Suzanne street, in the town and district of Joliette, being part of lot No 346 of the official plan and book of reference of the cadaastre of the city of Joliette, containing thirty five feet in front by eighty feet in depth, and bounded as follows: in front by Sainte-Suzanne street, to the north-west and north by the residue of the said lot No. 346 and to the south west by the lot No. 356 of the official plan and book of reference of the cadaastre of the town of Joliette;

2. A strip of land being part of lot No. 353 of the official plan and book of reference of the cadaastre of the town of Joliette, containing ten feet in width and extending in depth along the entire width of the said lot No. 353.

The said strip of land is bounded as follows: in front by the said Sainte-Suzanne street, in depth by lot No. 354 of the official plan and book of reference of the said cadaastre of the town of Joliette, on one side, to the north-east, by lot No 346 of the official plan and book of reference of the said cadaastre and on the other side by the residue of the said lot No. 353.

To be sold at the Court house, at the sheriff's office, in the city of Joliette, district of Joliette,

JOLIETTE

Joliette, le DIXIEME jour de NOVEMBRE mil neuf cent vingt - un, à DIX heures A. M.

Bureau du shérif. Le shérif,
20 septembre 1921. GEORGE DESROCHES.
[Première publication, 8 octobre 1921]
3509—40-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. Province de Québec, } ROMEO TURGEON, District de Joliette. } demandeur; vs No 9329. } WILLIAM BEAULIEU, défendeur.

Une terre située dans la paroisse de Saint-Jean-de-Matha, dans le rang Panet, de deux arpents de largeur sur trente-trois et demi de profondeur, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de ladite paroisse, sous le No 395—bâtie de maison et dépendances;

Une autre terre située au même endroit, de trois arpents de front sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins; à extraire du lot No 389 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de ladite paroisse; bornée à un bout par le chemin de front à l'autre bout par le lot No 390, d'un côté par le lot No 395 et de l'autre côté par l'autre partie du lot No 389—bâtie de maison et dépendances.

Pour être vendues, le HUITIEME jour du mois de NOVEMBRE 1921, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-de-Matha, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
4 octobre 1921. GEORGE DES ROCHES.
[Première publication, 8 octobre 1921]
3531—40-2

the TENTH day of NOVEMBER, one thousand nine hundred and twenty-one, at TEN o'clock A. M.

Sheriff's office. GEORGE DESROCHES,
20th September, 1921. Sheriff.
[First publication, 8th October, 1921]
3510—40-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. Province of Quebec, } ROMEO TURGEON, District of Joliette. } plaintiff; vs No. 9329. } LIAM BEAULIEU, defendant.

A tract of land situate in the parish of Saint-Jean-de-Matha, in Panet range, of two arpents in width by thirty-three and a half in depth, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said parish as being the No. 395—with a house and dependencies thereon.

Another tract of land situate at the same place of three arpents in front by twenty arpents in depth, more or less; to be detached from the lot No. 389 of the official cadastral plan and book of reference of the said parish; bounded at one end by the front road, at the other end by the lot No. 390, on one side by the lot No. 395 and on the other side by the residue of the lot No. 389—with a house and dependencies.

To be sold on the EIGHTH day of the month of NOVEMBER, 1921, at the church door of the parish of Saint-Jean-de-Matha, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. GEORGE DES ROCHES,
4th October, 1921. Sheriff.
[First publication, 8th October, 1921]
3532—40-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. Cour supérieure.

Montmagny, à savoir : } JOSEPH GOSSE- No 796. } LIN, boulanger, de la ville de Montmagny, demandeur; contre EUZEBERT PRUNEAU, meunier, du même lieu, défendeur.

Un terrain situé dans la ville de Montmagny, faisant partie des lots numéros un (1), deux (2), et quatre (4) du cadastre officiel de la ville de Montmagny; borné au nord à Gédéon Blouin et à la rue du Moulin, au sud à la rivière, à l'est à Pierre Nicole et M. Bender et à l'ouest à la petite rivière—avec les bâtisses dessus construites, moulin à farine avec ces accessoires mouvants, dalle, chaussée et empellement, grange et autres dépendances. A distraire de la partie du lot numéro deux, celle vendue à Michel Bender, suivant son acte de vente.

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice, à Montmagny, JEUDI, le DIXIEME jour de NOVEMBRE prochain (1921), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
J.-C. LISLOIS.
[Première publication, 8 octobre 1921]
[Deuxième publication, 22 octobre 1921]
3529—40-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. Superior Court.

Montmagny, to wit : } JOSEPH GOSSELIN, No. 796. } baker, of the town of Montmagny, plaintiff; against EUZEBERT PRUNEAU, miller, of the same place, defendant.

A piece of land situate in the town of Montmagny, forming part of the lots numbers one (1) two (2) and four (4) of the official cadastre of the town of Montmagny; bounded on the north by Gédéon Blouin and Du Moulin street, on the south by the river, on the east by Pierre Nicole and M. Bender and on the west by the little river—with the buildings thereon erected, flour-mills and moveable accessories thereof, race, dam and water-gate, barn and other dependencies. To be deducted from the part of lot number two the piece sold to Michel Bender as per deed of sale.

To be sold at my office, at the Court House, at Montmagny, on THURSDAY, the TENTH day of NOVEMBER next (1921), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, J.-C. LISLOIS, Sheriff.
[First publication, 8th October, 1921]
[Second publication, 22nd October, 1921]
3530—40-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.
Montmagny, à savoir : } JOSEPH PREVOST,
No 177. } fabricant, de la ville
de Montmagny, demandeur ; contre ERNEST
ST-PIERRE, de la paroisse de Saint-Pierre,
comté de Montmagny, défendeur.

Un terrain ou emplacement contenant quatre-vingts pieds de front sur soixante-dix de profondeur ; à distraire du lot numéro vingt-un (21) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud, comté de Montmagny ; borné vers l'est par un chemin public, au sud à Joseph Samson, au nord et au sud-ouest à Joseph Breton—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, y compris la boutique de forge.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud, comté de Montmagny, MERCREDI, le VINGT-SIXIEME jour du mois d'OCTOBRE prochain (1921), à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,
J.-C. LISLOIS.

Montmagny, 20 septembre 1921.
[Première publication, 24 septembre 1921]
[Deuxième publication, 8 octobre 1921]
3389—38-2

Superior Court.
Montmagny, to wit : } JOSEPH PREVOST,
No. 177. } manufacturer, of the
town of Montmagny, plaintiff ; against ERNEST
ST-PIERRE, of the parish of Saint-Pierre,
county of Montmagny, defendant.

A piece of land or emplacement containing eighty feet in front by seventy in depth ; to be deducted from the lot number twenty one (21) on the official cadastral plan and book of reference of Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud, county of Montmagny ; bounded on the east by the public road, on the south by Joseph Samson, on the north and southwest by Joseph Breton—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, including the blacksmith's shop.

To be sold at the parochial church door of Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud, on WEDNESDAY, the TWENTY SIXTH day of the month of OCTOBER next (1921), at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. J.-C. LISLOIS,
Sheriff.

Montmagny, 20th September, 1921.
[First publication, 24th September, 1921]
[Second publication, 8th October, 1921]
3390—38-2

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir : } ALBERT - PIERRE
No 507. } PIGEON, imprimeur-éditeur, des cité et district de Montréal, demandeur ; vs JOSEPH-ROGER LESAGE, marchand-tailleur, des mêmes lieux, défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, district de Montréal, ayant front sur la rue Sainte-Elizabeth de ladite cité, connu et désigné sous le No 362, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du quartier Saint-Louis, de ladite cité—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour d'OCTOBRE jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 13 septembre 1921. 3307—37-2
[Première publication, 17 septembre 1921]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit : } ALBERT - PIERRE
No. 507. } PIGEON, printer and publisher, of the city and district of Montreal, plaintiff ; vs JOSEPH-ROGER LESAGE, merchant-tailor, of the same places, defendant.

A lot of land lying and situate in the city of Montreal, district of Montreal, fronting on Sainte-Elizabeth street, of the said city, known and designated under the No. 362, on the official cadastral plan and book of reference of Saint-Louis ward, of the said city—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 13th September, 1921. 3308—37-2
[First publication, 17th September, 1921]

QUÉBEC

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } JOSEPH DOUVILLE, de
No 3523. } Québec, manufacturier ;
contre JEAN MALTAIS, de La Tuque Station,
dans le comté de Champlain, à savoir :

Le lot No 23-A-137 (vingt-trois-A-cent trente-sept) du cadastre officiel pour le canton Mailhot, comté de Champlain, étant un lot de terre situé sur la rue Joffre, de la ville de La Tuque—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de La Tuque, comté de Champlain, le VINGT-

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } JOSEPH DOUVILLE, of
No. 3523. } Quebec, manufacturer ;
against JEAN MALTAIS, of La Tuque Station,
in the county of Champlain, to wit :

The lot No. 23-A-137 (twenty three-A-one hundred and thirty seven) of the official cadastre for the township of Mailhot, county of Champlain, being a lot of land situate on Joffre street, of the town of La Tuque—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of La-Tuque, county of Champlain, on the TWEN-

HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le député-shérif,
ED BEGIN.

Québec, 22 septembre 1921. 3387—38-2
[Première publication, 24 septembre 1921]
[Deuxième publication, 8 octobre 1921]

TY EIGHTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, ED BEGIN,
Deputy-sheriff.

Quebec, 22nd September, 1921. 3388—38-2
[First publication, 24th September, 1921]
[Second publication, 8th October, 1921]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir : } ALPHONSE
No 705. } GUERTIN,

demandeur ; contre DONAT LARAMEE, défendeur.

1. Une terre sise et située sur le quatrième rang, en la paroisse de Saint-Hugues, contenant deux arpents de front sur quarante arpents de profondeur, le tout plus ou moins, connue et désignée sous le lot numéro cinq cent quatre-vingt-cinq (585) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées ;

2. Une autre terre sise et située sur le quatrième rang, en la dite paroisse de Saint-Hugues, contenant deux arpents de front sur vingt arpents de profondeur, le tout plus ou moins, faisant partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-six (Pt. 586) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse ; laquelle terre est bornée en front par le chemin du quatrième rang, en profondeur à l'autre moitié du même numéro appartenant à Moïse Hébert, d'un côté à Alfred Bonin et de l'autre côté au terrain en premier lieu susdésigné.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hugues, le DIX-HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain (1921), à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, 7 septembre 1921. 3241—37-2

[Première publication, 17 septembre 1921]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, to wit : } ALPHONSE
No. 705. } GUERTIN,

plaintiff ; against DONAT LARAMEE, defendant.

1. A land lying and situate on the fourth range, in the parish of Saint-Hugues, containing two arpents in front by forty arpents in depth, the whole more or less, known and designated under lot number five hundred and eighty five (585) on the official cadastre of the said parish—with buildings thereon erected ;

2. Another land situate on the fourth range, in the said parish of Saint-Hugues, containing two arpents in front by twenty arpents in depth, the whole more or less, being a part of lot number five hundred and eighty six (pt. 586) on the official cadastre of the said parish ; bounded in front by the fourth range road, in depth by the other half of the same number belonging to Moïse Hébert, on one side by Alfred Bonin on the other side by the land above described.

To be sold at the parochial church door of Saint-Hugues, on the EIGHTEENTH day of OCTOBER next (1921), at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, JOS.-L. CORMIER,
Sheriff.
Saint-Hyacinthe, 7th September, 1921.

3242—37-2
[First publication, 17th September, 1921]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } NAPOLEON ST-
No 422. } LOUIS, deman-

deur ; vs AMEDEE BELLEMARE, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir :

Une terre située en la paroisse de Saint-Boniface-de-Shawinigan, sur le sixième rang, de la contenance d'un arpent et un huitième d'arpent de large sur la profondeur dudit rang ; tenant du côté sud à Napoléon Gélinas ou représentants et du côté nord au défendeur ou représentants, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement de ladite paroisse, sous le numéro deux cent soixante-onze (271) ; à distraire, cependant, de ladite terre un emplacement qui a été vendu à Victor Dugré, suivant son titre et la lisière qui a été vendue à la compagnie du chemin de fer Canadian Northern, circonstances et dépendances, tel que le tout se trouve actuellement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et notamment la servitude en faveur de la Compagnie Laurenti-

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } NAPOLEON ST-
No. 422. } LOUIS, plaintiff ;

vs AMEDEE BELLEMARE, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit :

A lot of land situated in the parish of Saint-Boniface-de-Shawinigan, in the sixth range, containing one and one-eight arpents in width, by the depth of the said range, bordering on the south side. Napoléon Gélinas or representatives, and on the north side the defendant or representatives, known and designated in the official plan and book of reference of the said parish as being number two hundred and seventy one (271) ; to deduct, however, from the said land an emplacement which has been sold to Victor Dugré, according to his title and the strip sold to the Canadian Northern Railway Company, circumstances and dependencies, as the whole now subsists, with the active and passive servitudes, apparent or unapparent attached to the said immoveable, and notably the servitude in favor of the Laurentide Company, Limited,

de, Limitée, consistant en un droit pour ladite compagnie de prendre la tourbe et la terre qu'elle voudra sur ladite terre, pour les transporter ailleurs, comme elle le faisait lorsqu'elle en était propriétaire, ce droit devant cependant être pour l'usage de ladite compagnie et pour un temps indéterminé.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Boniface-de-Shawinigan, dans le comté de Saint-Maurice, le NEUVIÈME jour de NOVEMBRE prochain 1921, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le député-shérif,
WILLIE LARIVIERE.
Trois-Rivières, 5 octobre 1921. 3533—40-2
[Première publication, 8 octobre 1921]

consisting in the right of the said company to take all the peat and earth that it may desire on the said land, to transport them elsewhere as it was in the habit of doing when it was the proprietor, this right must, however, be for the use of the company and for an indeterminate time.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Boniface-de-Shawinigan, in the county of Saint-Maurice, the NINTH day of NOVEMBER next, 1921, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, WILLIE LARIVIERE,
Deputy sheriff.
Three Rivers, 5th October, 1921. 3534—40-2
[First publication, 8th October 1921]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : LES COMMIS-
No 375. SAIRES D'E-
COLES de la cité des Trois-Rivières, deman-
deurs ; vs LA COMPAGNIE DE PRODUITS
EN BETON SPECIAL, LIMITEE, défende-
resse.

Comme appartenant à ladite défenderesse, savoir :

1. Un terrain faisant partie du lot de terre connu sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement fait pour la cité des Trois-Rivières, sous le numéro mille quatre-vingt-dix-huit (No 1098), compris entre le chemin de fer de la Vallée du Saint-Maurice d'un côté, et le chemin des Forges de l'autre côté, touchant d'un bout à la rue Malvina et de l'autre bout au terrain appartenant à Monsieur Louis-H. Bacques, ou représentants, contenant environ quatre acres et cinquante-cinq centièmes, mesurant six cent dix pieds dans sa ligne nord-est, le long du susdit chemin des Forges, même largeur dans sa ligne sud-ouest le long de la susdite voie de chemin de fer, deux cent soixante-un pieds dans sa ligne sud-est le long de ladite rue Malvina, et trois cent vingt-six pieds dans sa ligne nord-ouest et séparative d'avec le terrain du dit Louis-H. Bacques, ou représentants—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, avec les machineries, installations et tous les accessoires servant à l'exploitation de ladite industrie qui se trouve dans les bâtisses et sur ledit terrain ;

2. Un terrain faisant partie du lot de terre connu sous le numéro mille quatre-vingt-dix-huit (P. No 1098) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement fait pour la cité des Trois-Rivières, compris entre le chemin des Forges et la voie du chemin de fer de la Vallée du Saint-Maurice, mesurant cent pieds de front sur le chemin des Forges par une profondeur d'environ trois cent vingt-six pieds dans sa ligne du côté est, et de trois cent trente-trois pieds dans sa ligne du côté ouest, formant une superficie de trente-trois mille huit cent pieds à mesure anglaise, et plus ou moins, borné en front par ledit chemin des Forges, en profondeur au terrain de "The St-Maurice Valley Railway Co.," du côté est par le terrain de ladite compagnie, et du côté ouest par le terrain restant à ladite corporation, tel que ledit terrain se trouve actuellement.

Pour être vendus en bloc comme un seul et même établissement, le DIXIÈME jour de NOVEMBRE prochain 1921, dans le bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le Palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, à

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : THE SCHOOL COM-
No. 375. MISSIONERS of
the city of Three Rivers, plaintiffs ; vs LA COM-
PAGNIE DE PRODUITS EN BETON SPE-
CIAL, LIMITED, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit :

1. A lot of land being part of the lot of land known on the official cadastral plan and book of reference for the city of Three Rivers, under number one thousand and ninety-eight (No. 1098), comprised between the railroad of the Saint-Maurice Valley, on one side and the des Forges road, on the other side touching on one side Malvina street and on the other end the lot belonging to Mr. Louis-H. Bacques, or representatives, containing about forty acres and fifty five hundredths measuring six hundred and ten feet on its north east boundary, along the aforementioned chemin des Forges, the same width in its south-west boundary along the said railroad, two hundred and sixty one feet on its south-east boundary along the said Malvina street, and three hundred and twenty-six feet on its north-west divisional line from the land of the said Louis-H. Bacques, or representatives—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, with machinery, installations and all the accessories necessary for the exploitation of the said industry which are in the buildings and on the said land ;

2. A piece of land being part of the lot of land known under number one thousand and ninety-eight (No. 1098) on the official cadastral plan and book of reference for the city of Three Rivers, comprised between the chemin des Forges and the railroad of the Saint-Maurice Valley, measuring one hundred feet in front on the chemin des Forges by a depth of about three hundred and twenty-six feet on its south east boundary, and three hundred and thirty-three feet on its western boundary, forming a superfcies of thirty three thousand eight hundred feet English measure, and more or less ; bounded in front by the said chemin des Forges, in depth by the land of the Saint-Maurice Valley Railway Co., on the east side by the land of the said company and on the west side by the remaining land of the said corporation, as the said land now subsists.

To be sold, *en bloc*, as one and the same establishment, the TENTH day of NOVEMBER next, 1921, at the office of the sheriff of the district of Three Rivers, at TEN o'clock in the forenoon, according to an order of the Honourable

DIX heures du matin, suivant l'ordonnance de l'honorable juge N.-L. Duplessis, en date du 5 octobre 1921.
Bureau du shérif.

Le député-shérif,
WILLIE LARIVIERE.

Trois-Rivières, 5 octobre 1921.
[Première publication, 8 octobre 1921]
3535—40-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } JOSEPH LONG-
No 83. } PRE, demandeur;
vs HECTOR FROMENT, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir :
La moitié indivise d'une terre sise et située dans la paroisse de Saint-Didace, dans la concession Sainte-Gertrude, de forme irrégulière, étant une partie du lot numéro quatre cent quatre-vingt-onze (ptie No 491) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Didace—avec les bâtisses y érigées, de la contenance de quatre arpents de large à la rivière Blanche, sur à peu près trente arpents de profondeur, plus ou moins ; tenant en profondeur à la rivière Blanche, d'un bout en pointe à Delphis Longpré et H. Brousseau, d'un côté à Delphis Longpré et l'autre côté à Freddy Paquin, ayant quatre arpents de large à la rivière sur une hauteur d'un arpent, prenant de là deux arpents de large jusqu'au chemin du Roi, et du chemin du Roi formant alors une pointe qui finit à rien au bout des trente arpents.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Didace, dans le comté de Maskinongé, le VINGTIÈME jour d'OCTOBRE prochain 1921, à DIX heures du matin (heure solaire).
Bureau du shérif.

Le shérif,
CHARLES DUMOULIN,

Trois-Rivières, 13 septembre 1921.
[Première publication, 17 septembre 1921]
3287—37-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } JOSEPH-ADJUTOR
No 190. } FRENETTE ET
AL., demandeurs ; vs Major GUY BOYER, défendeur.

1. Le "Lac Paterson", avec un demi arpent de terre en profondeur autour dudit lac, et les droits ripuaires en icelui, plus une portion de terrain dénommée "Bocage", tel qu'encluse présentement, avec la maison et glacière dessus érigées, le droit de passage à pied ou en voiture dudit terrain au chemin public, à l'endroit actuel ou autre pouvant être désigné par Raphael Lachance, propriétaire du terrain sur lequel se trouve ledit droit de passage, sujet à la charge par l'acheteur de faire et entretenir les entrées nécessaires à l'endroit ou passe où passera ledit droit de passage, avec en sus tous les apprêts qui se trouvent sur ledit lac ; lequel dit "Lac Paterson" et les autres parties desdits immeubles sont situés dans la paroisse de Saint-Elie, canton de Caxton, comté de Saint-Maurice, dans le troisième rang de ladite paroisse, et font partie des lots numéros seize, dix-sept, dix-huit et dix-neuf (ptie 16-17-18 et 19) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement de ladite paroisse de Saint-Elie, comté de Saint-Maurice—avec les bâtisses susmentionnées. Le dit Lac Paterson est situé au centre desdits lots 16, 17, 18 et 19 dudit troisième rang de ladite paroisse

judge N.-L. Duplessis, dated October 5, 1921.

Sheriff's office. WILLIE LARIVIERE,
Deputy sheriff.

Three Rivers, October 5th, 1921.
[First publication, 8th October, 1921]
3536—40-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } JOSEPH LONG-
No. 83. } PRE, plaintiff ;
vs HECTOR FROMENT, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit :
The undivided half of a land lying and situate in the parish of Saint-Didace, in Sainte-Gertrude concession, of irregular outline, being a part of the lot number four hundred and ninety one (pt. 491) of the official cadastre of the parish of Saint-Didace—with the buildings thereon erected containing four arpents in width at the river Blanche, by about thirty arpents in depth, more or less ; bounded in depth by the river Blanche, at one end in a point by Delphis Longpré and H. Brousseau, on one side by Delphis Longpré and on the other side by Freddy Paquin, having four arpents in width at the river by a depth of one arpent, thence two arpents in width to the King's highway, and from the King's highway running down to a point at the end of the thirty arpents.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Didace, in the county of Maskinongé, on the TWENTIETH day of OCTOBER next, 1921, at TEN o'clock in the forenoon (standard time).

Sheriff's office. CHARLES DUMOULIN,
Sheriff.

Three Rivers, 13th September, 1921.
[First publication, 17th September, 1921]
3288—37-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } JOSEPH-ADJUTOR
No. 190. } FRENETTE ET AL.,
plaintiffs ; vs Major GUY BOYER, defendant.

1. The "Lake Paterson", with half an arpent of land in depth around the said lake, and the riparian rights thereon, plus a certain portion of land called "Bocage", as it is actually fenced, with the house and an ice-house erected thereon, with the right of passage on foot or with vehicle from this land to the public road, at the actual place or other which may be designated by Raphael Lachance, the proprietor of the land on which is located the said right of way, subject to the charge by the purchaser to make and entertain the necessary gates at the place where passes or where will pass the said right of way, and with furthermore all the fixtures on said lake ; which "Lake Paterson" and the other parts of said immoveables are situated in the parish of Saint-Elie, township of Caxton, Saint-Maurice county, in the third range of said parish, and form part of the lots numbers sixteen, seventeen, eighteen and nineteen (Pt. 16-17-18 and 19) of the official plan and book of reference of the registration cadastre for the said parish of Saint-Elie, Saint-Maurice county—with the buildings above mentioned. The said lake Paterson is situated at the centre of the said lots 16, 17, 18 and 19 of the said third range of the said parish.

Avec réserve en faveur d'Edouard de Charette et fils, du droit de flotter les billes faites sur les terrains leur appartenant sur le dit lac Paterson, selon les termes de ses titres;

2. La majeure partie du lot numéro dix-neuf du troisième rang de ladite paroisse de Saint-Elie, comté de Saint-Maurice, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement sous le numéro dix-neuf, troisième rang, dits comté et paroisse, comprise dans les limites suivantes : à l'ouest par la ligne de division (cordon) du deuxième rang, à l'est par un crique reconnu comme la ligne de division entre ledit vendeur et Raphael Lachance, à qui appartient le reste dudit numéro dix-neuf, joignant au sud, pour la plus grande partie, le lot numéro dix-huit et au nord le lot numéro vingt dudit troisième rang.

3. Les abouts ou derrières desdits lots cadastraux numéros dix-sept (moins la partie vendue à Carolus Descoteaux), et dix-huit du troisième rang de ladite paroisse de Saint-Elie, canton et comté susdits, joignant à une extrémité l'est à un demi arpent du "Lac Paterson", et l'autre extrémité à l'ouest jusqu'au chemin du deuxième rang, d'un côté, au sud, le lot numéro seize, et au nord le lot numéro dix-huit, le tout en bois debout.

4. Tous droits, titres et intérêts, en tenure simple dans et sur le lac "La Vase", y compris les droits ripuaires en icelui, en plus un arpent de terre autour dudit lac à être pris et détaché, ledit terrain, des lots numéros treize (13), quatorze (14) et quinze (15) du cadastre officiel du deuxième rang de ladite paroisse de Saint-Elie, canton de Caxton, comté de Saint-Maurice, dans la partie desdits lots appartenant audit vendeur, lequel dit lac "La Vase" et les autres parties desdits immeubles sont situés dans le second rang de ladite paroisse de Saint-Elie et font partie desdits lots 13, 14 et 15 dudit cadastre.

5. Tous droits, titres et intérêts en tenure simple dans et sur les trois "Lacs du Cordon", comprenant les droits ripuaires en ic eux, avec en sus un demi arpent de terre, autour desdits lacs, à être pris et détaché, ledit terrain des lots numéros vingt-cinq (25), vingt-six (26) et vingt-huit (28) du cadastre officiel du troisième rang de ladite paroisse de Saint-Elie, canton de Caxton, comté de Saint-Maurice, et des lots numéros vingt-sept (27) et vingt-huit (28) du cadastre officiel du quatrième rang desdits paroisse et canton précités, dans les parties desdits lots appartenant audit vendeur, lesquels trois dits lacs sont situés sur le cordon ou la ligne de division entre lesdits troisième et quatrième rangs de ladite paroisse de Saint-Elie, et sont bornés en quelque partie de leurs rives par lesdits lots ci-haut décrits.

6. Le droit et privilège de maintenir à perpétuité, entretenir, construire et reconstruire sur le lot de terre portant le numéro quinze (15) du troisième rang de ladite paroisse de Saint-Elie-de-Caxton et du cadastre officiel de ladite paroisse, la chaussée existante, avec le droit de passage sur ledit terrain, et le droit d'élever le niveau d'eau, sans aucune responsabilité quelconque, le tout tel qu'il appert à un sous seign privé accordé audit vendeur par ledit Edouard de Charette et annexé aux présentes.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Elie-de-Caxton, dans le comté de Saint-Maurice, le DIX-NEUVIEME jour

With the reserve in favor of Edouard de Charette and his sons, of the right to drive logs cut on the lands belonging to them through said Lake Paterson, according to the terms of his titles ;

2. The most part of lot number nineteen in the third range of the said parish of Saint-Elie, Saint-Maurice county, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre under number nineteen, third range, said county and parish, included in the following limits: to the west by the division line (cordon) of the second range, to the east by a creek which is recognized as the division line between the said vendor and Raphael Lachance, to whom belongs the balance of the said number nineteen, joining to the south, for the most part, lot number eighteen and to the north lot number twenty, of the said third range.

3. The abutments or rear ends of the said cadastral lots numbers seventeen (less the part sold to Carolus Descoteaux), and eighteen of the third range of the said parish of Saint-Elie, aforesaid township and county, joining at one end to the east at half an arpent from "Lake Paterson" and at the other end to the west to the road of the second range, one side, towards the south, lot number sixteen and to the north lot number eighteen, the whole in standing timber.

4. All his rights, titles and interests in fee simple in and to lake "La Vase" including the riparian rights thereon and with further half an arpent of land around said lake, to be taken and detached, the said land, from the lots number thirteen (13), fourtene (14) and fifteen (15) of the official cadastre for the second range of the said parish of Saint-Elie, township of Caxton, Saint-Maurice county, in the part of the said lots belonging to the said vendor, and which said lake "La Vase", and the other parts of said immoveables are situated on the second range of the said parish of Saint-Elie, and form part of the said lots 13, 14 and 15 of the said cadastre.

5. All his rights, titles and interests in fee simple in and to the three "Lacs du Cordon", including the riparian rights thereon, and with further half an arpent of land around said lakes, to be taken and detached, said land from the lots numbers twenty five (25), twenty six (26) and twenty-eight (28) of the official cadastre for the third range of the said parish of Saint-Elie, township of Caxton, Saint-Maurice county, and from the lots numbers twenty-seven (27) and twenty eight (28) of the official cadastre for the fourth range of the said parish, and township aforesaid, in the parts of the said lots belonging to the said vendor, and which said three lakes being situated on the Cordon or division line between said third range and said fourth range of the said parish of Saint-Elie, and are bounded at some part of thier shores by the said lots above described.

6. The right and privilege to maintain forever (à perpétuité), entertain, build and rebuild on the lot of land bearing the number fifteen (15) of the third range of the said parish of Saint-Elie-de-Caxton, and of the official cadastre of the said parish of Saint-Elie-de-Caxton and of the official cadastre of the said parish the dam (chaussée) now existing, with the right of passage on the said and, and the right to raise the waterlevel, without any responsibility or liability wahtever, the whole as mentioned in a deed *sous seing privé* granted to the said vendor by the said Edouard de Charette and remaining attached hereto.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Elie-de-Caxton, in the county of Saint-Maurice, on the NINETEENTH day of OCTO-

d'OCTOBRE prochain 1921, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).
Bureau du shérif, Le shérif,
CHS DUMOULIN.
Trois-Rivières, 12 septembre 1921. 3291—37-2
[Première publication, 17 septembre 1921]

BER next, 1921, at TEN o'clock in the forenoon (standard time).
Sheriff's office, CHS DUMOULIN.
Three Rivers, 12th September, 1921. 3292—37-2
[First publication, 17th September, 1921]

Proclamation

Canada.
Province de Québec.
[L. S.]
C. FITZPATRICK.
GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.
A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:—

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, } ATTENDU que le se-
Assistant-P ocreur- } crétaire des commis-
Général-Suppléant. } saires d'ont nommés
pour les fins du chapitre premier du titre neuf d s
Statuts refondus de la province de Québec, dans
et pour le diocèse catholique romain de Hailey-
bury, dans Notre province de Québec, tel que
canoniquement reconnu et érigé par les auto-
rités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des
statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de
Notre dite province de Québec, son certificat
constatant qu'il n'a été déposé à son bureau au-
cune opposition à la reconnaissance du décret ca-
nonique de l'autorité ecclésiastique dudit diocèse,
et aussi ledit décret canonique, dans lequel sont
décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils
croient le plus convenable d'assignées à la pa-
roisse de Sainte-Cécile-de-Courville, dans le comté
de Témiscamingue, dans ledit diocèse susdit,
comme suit, savoir :

Le territoire à être érigé en paroisse civile, dans
le comté de Témiscamingue, sous le nom de
"La paroisse de Sainte-Cécile-de-Courville", est
formé du canton de Courville, de celui de Car-
pentier et d'une partie du canton de Senneterre ;
ses bornes sont les suivantes, à savoir :

Au nord : les lots numéros, de un (1) à cin-
quante-neuf (59), du premier rang du canton
de Rochebaucourt ; les lots Nos cinquante-
neuf (59), soixante (60), soixante-un (61), soi-
xante-deux (62), du premier rang du canton de
La Morandière et les lots Nos de un (1) à neuf (9),
du premier rang du canton de Montgay ;

Au sud : le canton de Pascalis ; le lac Waba-
noni et les lots Nos de un (1) à neuf (9) inclus
du cinquième rang du canton de Senneterre ;

A l'est : le canton de Montgay ; le lot numéro
dix (10) dans chacun des sixième, septième,
huitième, neuvième, dixième rangs du canton de
Senneterre, et la limite ouest de ce dernier canton
sur la profondeur de ses premiers rangs ;

A l'ouest : les cantons de Fiedmont et de
Barraute.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et
reconnu, et par les présentes confirmons, établis-
sons et reconnaissons les limites et bornes de la

Proclamation

Canada.
Province of Québec.
[L. S.]
C. FITZPATRICK.
GEORGE V, by the Grace of God, of the United
Kingdom of Great Britain and Ireland,
and of the British Dominions beyond the
Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of
India.
To all to whom these presents shall come or
whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION

J.-A. HUDON, } WHEREAS the secre-
Acting-Deputy- } tary to the duly
Attorney-General. } appointed Commission-
ners for the purposes of chapter first of title nine
of the Revised Statutes of the Province of Québec,
in and for the Roman Catholic Diocese of
Haileybury, in Our Province of Québec, his cer-
tificate acknowledged and erected by Eccle-
siastical authorities, has, under the authority of
the said Statutes transmitted to the Lieutenant-
Governor of Our said Province of Québec, his cer-
tificate establishing that no opposition has been
made to the civil recognition of the canonical
decree of the Ecclesiastical authorities together
with the canonical decree, by which they des-
cribe and declare the limits and boundaries
which they think most expedient to be assigned
to the parish of Sainte-Cécile-de-Courville, in the
county of Témiscamingue, in the said Roman
Catholic Diocese of Haileybury, to be as follows,
that is to say :

The territory to be erected into a civil parish,
in the county of Témiscamingue, under the name
of "The parish of Sainte-Cécile-de-Courville" is
made up of the township of Courville, of the
township of Carpentier, and of a part of the
township of Senneterre ; its boundaries are
as follows, to wit :

On the north : the lots numbers, from one
(1) to fifty nine (59), of the first range of the
township of Rochebaucourt ; the lots Nos. fifty
nine (59) sixty (60), sixty one (61), sixty two (62)
of the first range of the township of La Moran-
dière and the lots Nos. from one (1) to nine (9)
of the first range of the township of Montgay ;

On the south : the township of Pascalis ;
the Lake Wababononi and the lots Nos. from one
(1) to nine (9) inclusive of the fifth range of the
township of Senneterre ;

On the east : the township of Montgay ;
the lot number ten (10) in each of the sixth,
seventh, eighth, ninth, tenth ranges of the town-
ship of Senneterre, and the west limit of this last
named township for the depth of its first ranges ;
On the west : the townships of Fiedmont and
Barraute.

NOW KNOW YE, that we have confirmed, esta-
blished and recognised, and by these presents
do confirm, establish and recognise the afore-

paroisse de Sainte-Cécile-de-Courville, ci-dessus décrites ;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Sainte-Cécile-de-Courville décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts. De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce TRENTIÈME jour de SEPTIEMBRE, en l'année mil neuf cent vingt et un, de l'ère chrétienne et de Notre règne la deuxième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

3547

said limits and boundaries of the parish of Sainte-Cécile-de-Courville aforesaid ;

And we have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Sainte-Cécile-de-Courville, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes. Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this THIRTIETH day of SEPTEMBER, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty one, and in the twelfth year of Our Reign.

By command,
C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

3548

Lettres patentes

" Maron & Silverman, Limited "

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de septembre 1921, constituant en corporation : Isidore Popliger, Benjamin Robinson, Joseph Shapiro, avocats ; Charles Pascal, agent ; Harry Hopmeyer, marchand, tous de la cité de Montréal, aux fins suivantes :

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et constructeurs pour bâtir, construire, altérer et réparer des structures et entreprises d'ordre public et privé, construire des bâtisses de toute espèce publiques et privées, passer des contrats avec aucun gouvernement, corps public, aucune association, firme ou personne pour la construction de travaux de toute description, aussi sous-louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de tous contrats passés pour les constructions susmentionnées ;

Acquérir par achat ou d'aucune autre manière quelconque, détenir des terrains, concessions forestières, droits de coupe, lots de grève, privilèges ou concessions hydrauliques, pouvoirs, droits et intérêts afférents, aussi les bâtir, développer, irriguer, cultiver, fertiliser, coloniser et autrement améliorer et utiliser, louer, vendre, échanger ou autrement, d'aucune manière quelconque en trafiquer ou disposer ;

Aider et contribuer au moyen de boni, prêts d'argent ou autrement, avec ou sans garantie, les acheteurs ou locataires d'aucun terrain appartenant à ou acquis par la compagnie, et généralement encourager le peuplement et développement de ces terres ;

Letters patent

" Maron & Silverman, Limited "

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of September, 1921, incorporating : Isidore Popliger, Benjamin Robinson, Joseph Shapiro, advocates ; Charles Pascal, agent ; Harry Hopmeyer, merchant, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of general contractors and builders for the erection, construction, alteration and repair of public and private works and undertaking and to construct buildings of all kinds, both public and private, and to enter into contracts with any government, body corporate, association, firm or person for the construction of works of any and every description, and to sublet or otherwise dispose of the whole or any part of all contracts entered into for the constructions above mentioned ;

To acquire by purchase or in any other manner whatsoever, and hold lands, timber limits or licenses water lots, water privileges or concessions and powers and rights and interest therein, and to build upon, develop, irrigate cultivate, farm, settle and otherwise improve and utilize the same, and lease, sell, exchange, or otherwise in any manner whatsoever, deal with or dispose of the same or any of them ;

To aid and assist by way of bonus, advances of money or otherwise, with or without security, purchasers or lessees of any lands belonging to or in any manner acquired by the company or sold, leased or in any other manner disposed of by the company, and generally to promote the settlement and development of such lands ;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder, utiliser, vendre, céder, transférer, trafiquer et faire commerce d'effets, denrées, marchandises et biens d'aucune catégorie et description ;

Acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, posséder, développer, exploiter, vendre ou autrement aliéner des carrières, gisements de sable et de gravier, mines et terrains miniers, acquérir aussi et détenir, vendre, trafiquer de, manufacturer, importer, exporter, traiter, fondre, éprouver, épurer et autrement donner une valeur marchande à, et faire valoir la pierre et le ciment, les minéraux, métaux, leurs produits et dérivés ;

Exercer aucune autre industrie ou entreprise que la compagnie croira propre à être convenablement exercée en rapport avec aucune partie du commerce de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement de procurer les intérêts de la compagnie ;

Acheter ou autrement acquérir, détenir ou disposer de brevets d'invention, marques de commerce, procédés, licences et franchises ;

Vendre, échanger ou louer aucune propriété foncière ou personnelle pour la compagnie et accepter comme considération partielle d'icelle les actions, obligations, débetures, ou autres valeurs d'aucune compagnie ou corporation ;

Acheter ou autrement acquérir et assumer la totalité ou aucune partie de l'actif, du commerce, de la propriété, des privilèges, de l'achalandage, des contrats, droits, obligations et du passif d'aucune personne, firme ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou aucun commerce semblable à icelui, ou en possession de biens convenant aux objets du commerce de la présente compagnie, émettre en paiement intégral ou partiel des biens, droits ou privilèges obtenus par la compagnie, ou pour aucunes garanties des obligations de la compagnie, ou pour services rendus, des actions du capital de la compagnie, souscrites ou non, à titre d'actions entièrement libérées et non sujettes à appel, ou des obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie ;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie ou autrement aucune personne ou corporation dans le fonds social de laquelle la compagnie détient des actions ou avec laquelle elle peut avoir des relations d'affaires, agir aussi comme employé, agent ou gérant d'aucune telle corporation, garantir l'exécution des contrats par aucune telle corporation, par une ou plusieurs personnes avec lesquelles la compagnie sera en relations d'affaires ;

Acheter, souscrire, acquérir, détenir, vendre ou autrement disposer d'actions, obligations, débetures ou autres valeurs dans aucune autre corporation, des valeurs émises par un gouvernement, une municipalité ;

Faire société ou aucune convention relativement au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie actuellement ou à l'avenir exerçant ou se livrant à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer promouvoir, aider à, contribuer à promouvoir aucune telle compagnie ;

Faire enregistrer, licencier ou reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, désigner les personnes qui d'après les lois de ce pays étranger représenteront la compagnie et rece-

To manufacture, purchase or otherwise acquire, hold, own, use, sell, assign, transfer, treat and deal in goods, wares, merchandise and property of every class and description ;

To buy, lease or otherwise acquire, and to hold, own, develop, operate, sell or otherwise dispose of quarries, sand and gravel beds, mines and mineral lands and to acquire and hold, sell, trade in, manufacture, import, export, dress, smelt, treat, assay, refine and otherwise make marketable and turn to account stone, sand, cement, minerals and metals and their products and by products ;

To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any portion of the company's business or calculated directly or indirectly to benefit the company's interests ;

To purchase or otherwise acquire and hold or dispose of any patents of invention, trade-marks, designs, licenses and franchises ;

To sell, exchange, or lease any real or personal property for the company and accept as part consideration therefor the shares, bonds, debentures or other securities of any company or corporation ;

To purchase or otherwise acquire and undertake and assume all or any part of the assets, business, property, privileges, good-will, contracts, rights, obligations and liabilities of any person, firm or company carrying on any business which this company is authorized to carry on or any business similar thereto or possessed of property suitable for the purposes of this company's business, and to issue in payment or part payment for any properties, rights or privileges secured by the company or for any guarantees of the company's bonds, or for services rendered, shares of the capital stock of the company, whether subscribed for or not, as fully paid and non-assessable, or bonds, debentures or other securities of the company ;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee or otherwise, any person or corporation in the capital stock of which the company holds shares or with which it may have business relations, and to act as employee, agent, or manager of any such corporation and to guarantee the performance of contracts by any such corporation or by any person or persons with whom the company may have business relations ;

To purchase, subscribe for, acquire, hold, sell or otherwise dispose of shares of stock, bonds, debentures or other securities in any other corporation or securities issued by any government or municipality ;

To enter into any partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company now or hereafter carrying on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, and to promote or assist or join in the promotion of any such company ;

To procure the company to be registered, licensed or recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent

vront signification pour et en son nom d'aucune procédure ou action ;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature aucune propriété de la compagnie, et particulièrement aucunes actions, débetures ou autres valeurs dans d'autres compagnies appartenant à la compagnie ou dont la compagnie peut disposer ;

Faire toutes les choses qui autorisent les présentes ou aucune d'icelles soit seuls soit avec d'autres, comme facteurs ou agents, sous le nom de "Maron & Silverman, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.) divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de septembre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

3521

C.-J. SIMARD.

the company and to accept service for and behalf of this company of any process or suit ;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company and in particular any shares, debentures or other securities in other companies belonging to the company or which the company may have power to dispose of ;

To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with others or as factors or agents, under the name of "Maron & Silverman, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-sixth day of September, 1921.

C.-J. SIMARD,

3522

Assistant Provincial Secretary.

Département de la colonisation, des mines et des pêcheries

Avis est présentement donné que l'agence de Coulonge-Ouest portera désormais le nom de Agence du Témiscamingue, en vertu d'un ordre en conseil du 27 septembre 1921.

Le sous-mini tre,

3537

S. DUFAULT.

Department of Colonization, Mines and Fisheries

Notice is hereby given that the West Coulonge Agency, shall in future bear the name of Temiscamingue Agency, in and by virtue of an Order in Council, dated the 27th of September, 1921.

S. DUFAULT,

3538

Deputy Minister.

Bureaux-chef

MAPLE LEAF ASBESTOS CORPORATION.

Avis est par le présent donné que la Maple Leaf Asbestos Corporation, constituée par lettres patentes le 17 novembre 1920, et dont le siège social est dans la cité de Montréal, où son bureau a été situé jusqu'ici, l'a transféré à Thetford-Mines, dans la province de Québec, et dont la principale place d'affaires était aussi dans la cité de Montréal jusqu'aujourd'hui, l'a transféré à Thetford-Mines. A compter de la date du présent avis, ledit bureau de Thetford-Mines sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal ce 18 septembre 1921.

3541

Le secrétaire,

F.-R. PEVERLY.

Province de Québec, district de Québec.

Dans l'affaire de "May's, Limited".

Avis est par le présent donné que "May's, Limited", compagnie constituée par lettres-patentes octroyées le seizième jour de juillet, mil neuf cent vingt-un, sous le grand sceau de la province de Québec, sous l'autorité de la loi des compagnies de Québec, 10 George V, chapitre 72 et amendements, a établi son siège social et sa place d'affaires au No 568 rue Sainte-Catherine-Ouest, dans la cité de Montréal.

Daté à Montréal, ce trentième jour de septembre mil neuf cent vingt-un.

Par ordre du conseil d'administration,

Le président,

3543

D.-H. STOBER.

Head Offices.

MAPLE LEAF ASBESTOS CORPORATION.

Notice is hereby given that the Maple Leaf Asbestos Corporation, incorporated by letters patent on the 17th day of November, 1920, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up to-day, has moved it to Thetford-Mines, in the Province of Quebec, and having its principal place of business in the city of Montreal up to-day, has moved it to Thetford-Mines. From and after the date of this notice, the said office at Thetford-Mines shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 18th day of September, 1921.

3542

F.-R. PEVERLY,

Secretary.

Province of Quebec, district of Quebec.

In the matter of "May's, Limited".

Notice is hereby given that "May's, Limited", a company incorporated by letters patent granted on the sixteenth day of July, one thousand nine hundred and twenty one, under the great seal of the Province of Quebec, by virtue of the Quebec Company's Act, 10 Georges V, chapter 72 and amendments, has established its head office and place of business at No. 568 Saint Catherine street West, in the city of Montreal.

Dated at Montreal, this thirtieth day of September, one thousand nine hundred and twenty-one.

By order of the board of directors,

D.-H. STOBER,

3544

President.

Soumissions

COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE
MONTRÉAL

Avis est par les présentes donné, que des soumissions cachetées et scellées, adressées au secrétaire-trésorier de la Commission des écoles catholiques de Montréal, au numéro 87 ouest, rue Sainte-Catherine, seront reçues, jusqu'à midi, le 24 octobre 1921, pour l'achat de sept cent mille dollars (\$700,000.00) d'obligations de la Commission des écoles catholiques de Montréal, émises en vertu de la loi 11 George V, chapitre 49, section 1, et datées du 1er novembre 1921 et remboursables dans dix (10) ans, le 1er novembre 1931, portant intérêt :

(a) au taux de cinq et demi pour cent (5½%) l'an ;

(b) au taux de six pour cent (6%) l'an, payable semi-annuellement, les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le capital et l'intérêt de ces obligations sont payables à Montréal. Lesdites obligations sont émises en coupures de cent, cinq cents et mille dollars chacune.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté à l'ordre de la Commission des écoles catholiques de Montréal, au montant de un pour cent (1%) de l'emprunt. Le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée, lui sera remis seulement après l'exécution de son contrat.

Les soumissions seront prises en considération à l'assemblée de la Commission qui sera tenue le 25 octobre 1921, à quatre heures de l'après-midi, au lieu ordinaire des réunions.

Le bureau central de la commission des écoles catholiques de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Le secrétaire-trésorier,

AYMÉ LAFONTAINE,

Montréal, ce 6 octobre 1921. 3549

Tenders

MONTREAL CATHOLIC SCHOOL COMMISSION

Notice is hereby given that sealed tenders, addressed to the Secretary-Treasurer of the Montreal Catholic School Commission, 87 Sainte-Catherine street West, will be received until twelve o'clock noon of the 24th of October, 1921, for the purchase of seven hundred thousand dollars (\$700,000.00) of Bonds of the Montreal Catholic School Commission, issued under the Act 11 George V, chapter 49, section 1, and dated the 1st of November, 1921, and redeemable in ten (10) years, the 1st November, 1931, bearing interest :

(a) At the rate of five and a half per centum (5½%) per annum ;

(b) At the rate of six per centum (6%) per annum, payable semi-annually, the first May and first November of each year. The capital and interest of these bonds are payable at Montreal. The said bonds are issued in denominations of one hundred, five hundred and one thousand dollars each.

Every tender must be accompanied by a certified cheque to the order of the Montreal Catholic School Commission, equal to one per cent (1%) of the loan. The cheque of the tenderer whose offer is accepted will only be returned to him after the execution of his contract.

The tenders will be considered at the meeting of the Commission which will be held on the 25th of October, 1921, at four o'clock in the afternoon, at the customary place of meeting.

The Central Board of the Montreal Catholic School Commission does not bind itself to accept the lowest or any tender.

AYMÉ LAFONTAINE,

Secretary-treasurer.

Montreal, 6th October, 1921. 3550

Index de la Gazette Officielle
de Québec, No 40.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Champagne vs Boudreau.....	2180
" Comtois vs Gauthier.....	2181
" Dupuis vs Daigneault.....	2181
" Gaynor vs O'Neil.....	2181
" Gittleson vs Wener.....	2181
" Lefkovitch vs Silverstone.....	2181
" Morin vs Gaudet.....	2180
" Rousseau vs Riendeau.....	2182
" Samson vs Dumont.....	2180
" St-Maurice vs Gohier.....	2180
" Villeneuve vs Lafrance.....	2181

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 2171

AVIS DIVERS :—

Agence de Témiscamingue.....	2203
Crédit Foncier Franco-Canadien.....	2182
Lakeview Cemetery Association.....	2182
La Salle Dress Company, Lt'd.....	2183
The Standard Hotel Company.....	2182

Index of the Quebec Official
Gazette, No 40.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Champagne vs Boudreau.....	2180
" Comtois vs Gauthier.....	2181
" Dupuis vs Daigneault.....	2181
" Gaynor vs O'Neil.....	2181
" Gittleson vs Wener.....	2181
" Lefkovitch vs Silverstone.....	2181
" Morin vs Gaudet.....	2180
" Rousseau vs Riendeau.....	2182
" Samson vs Dumont.....	2180
" St-Maurice vs Gohier.....	2180
" Villeneuve vs Lafrance.....	2181

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 2171

MISCELLANEOUS NOTICES :—

Agence de Témiscamingue.....	2203
Crédit Foncier Franco-Canadien.....	2182
Lakeview Cemetery Association.....	2182
La Salle Dress Company, Lt'd.....	2183
The Standard Hotel Company.....	2182

BUREAUX CHEF :—

J.-O. Bourcier Realities, Lt'd.	2183
Maple Leaf Asbestos Corporation.....	2203
May's, Lt'd.....	2203

CHIEF OFFICES :—

J.-O. Bourcier Realities, Lt'd.	2183
Maple Leaf Asbestos Corporation.....	2203
May's, Lt'd.....	2203

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES AFFAIRES : COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS :—

A.-T. Reid Company, Lt'd; British American Wax Paper Company; Hyslop Brothers, Lt'd.....	2183	A.-T. Reid Company, Lt'd; British American Wax Paper Company; Hyslop Brothers, Lt'd.....	2183
J.-B. Lippincott Company; MacGovern & Company, Inc.; Murray & Gregory Lt'd; The Canada Malting Co'y Lt'd.....	2184	J.-B. Lippincott Company; MacGovern & Company, Inc. Murray & Gregory Lt'd; The Canada Malting Co'y Lt'd.....	2184
The Geo.-H. Rundle & Son Company Lt'd; The Rawlf Grain Company, Lt'd; The R.-S. Williams & Sons Company, Lt'd; T.-B. Simons & Company, Lt'd	2185	The Geo.-H. Rundle & Son Company, Lt'd; The Rawlf Grain Company, Lt'd; The R.-S. Williams & Sons Company, Lt'd; T.-B. Simons & Company, Lt'd	2185

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :— DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Municipalité de Northfield.	2179	Municipality of Northfield.	2179
Municipalité Saint-Vianney.....	2179	Municipality of Saint-Vianney.....	2179

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

American Insurance Company.	2179
Société St-Jean-Baptiste de Richmond..	2179

TREASURY DEPARTMENT :—

American Insurance Company.	2179
Société St-Jean-Baptiste de Richmond..	2179

FAILLITE—AVIS DE :—

Pioneer Children's Wear Mf'g Co., Lt'd, dividende.....	2186
--	------

BANKRUPT NOTICES :—

Pioneer Children's Wear Mf'g Co., Lt'd, dividend.....	2186
---	------

LETTRES PATENTES :—

Hochelaga Land & Investment Co'y, Lt'd	2173
Mangers, Lt'd.	2175
Maron & Silverman, Lt'd.....	2201
St. Lucdale Realty, Lt'd.....	2172

LETTERS PATENT :—

Hochelaga Land & Investment Co'y, Lt'd	2173
Mangers, Lt'd.	2175
Maron & Silverman, Lt'd.....	2201
St. Lucdale Realty, Lt'd.....	2172

MINUTES DE NOTAIRE :—

Demande par M. Louis-C. Godbout....	2187
En faveur de M. J.-A. Plourde.....	2186

NOTARIAL MINUTES :—

Application by Mr. Louis-C. Godbout..	2187
In favor o Mr. J.-A. Plourde.....	2186

ORDRES DE COUR :—

Adam vs Brunelle.....	2187
Goddard vs Salisbury.....	2187

RULES OF COURT :—

Adam vs Brunelle.....	2187
Goddard vs Salisbury.....	2187

PROCLAMATION :—

La paroisse de Sainte-Cécile-de-Courville.....	2200
--	------

PROCLAMATION :—

The parish of Sainte-Cécile-de-Courville.....	2200
---	------

SOUMISSIONS :—

Commission des écoles catholiques de Montréal.....	2204
Commission scolaire de Verdun.....	2187

TENDERS :—

Montreal Catholic School Commission..	2204
School Commission of Verdun.....	2187

VENTES—LOI DE FAILLITE :—

Goudrault, Stanislas.....	2188
Ouellet, Edouard.	2189
Pauze, Wilfrid-H.....	2188

SALES—BANKRUPTCY ACT :—

Goudrault, Stanislas.....	2188
Ouellet, Edouard.	2189
Pauze, Wilfrid-H.....	2188

VENTES PAR LICITATION :—

Bertrand (Dme) vs Dme Bertrand <i>et al.</i> .	2189
--	------

SALES BY LICITATION :—

Bertrand (Dme) vs Dme Bertrand <i>et al.</i> .	2189
--	------

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

ARTHABASKA :—

Boisvert vs Larivière.....	2190
Desrosiers vs Blanchette.....	2191
United States Ferro Alloys Corporation vs J.-V. Belanger Mining Co.....	2191

BEAUHARNOIS :—

Leger vs Leduc <i>et al.</i>	2192
------------------------------------	------

BEDFORD :—

Jacques vs Lajoie.....	2192
------------------------	------

HULL :—

Messier vs Lacelle.....	2193
-------------------------	------

JOLIETTE :—

Beaudry vs Pelland.....	2193
Turgeon vs Beaulieu.....	2194

MONTMAGNY :—

Gosselin vs Pruneau.....	2194
Prévost vs St-Pierre.....	2195

MONTRÉAL :—

Pigeon vs Lesage.....	2195
-----------------------	------

QUÉBEC :—

Douville vs Maltais.....	2195
--------------------------	------

SAINT-HYACINTHE :—

Guertin vs Laramée.....	2196
-------------------------	------

TROIS-RIVIÈRES :—

Frenette <i>et al</i> vs Boyer.....	2198
Les commissaires d'écoles de la cité des Trois-Rivières vs La Compagnie de pro- duits en béton.....	2197
Longpré vs Froment.....	2198
St-Louis vs Bellemare.....	2196

SHERIFFS' SALES :—

ARTHABASKA :—

Boisvert vs Larivière.....	2190
Desrosiers vs Blanchette.....	2191
United States Ferro Alloys Corporation vs J.-V. Belanger Mining Co.....	2191

BEAUHARNOIS :—

Leger vs Leduc <i>et al.</i>	2192
------------------------------------	------

BEDFORD :—

Jacques vs Lajoie.....	2192
------------------------	------

HULL :—

Messier vs Lacelle.....	2193
-------------------------	------

JOLIETTE :—

Beaudry vs Pelland.....	2193
Turgeon vs Beaulieu.....	2194

MONTMAGNY :—

Gosselin vs Pruneau.....	2014
Prévost vs St-Pierre.....	2195

MONTREAL :—

Pigeon vs Lesage.....	2195
-----------------------	------

QUEBEC :—

Douville vs Maltais.....	2195
--------------------------	------

SAINT-HYACINTHE :—

Guertin vs Laramée.....	2196
-------------------------	------

THREE RIVERS :—

Frenette <i>et al</i> vs Boyer.....	2198
The School Commissioners of the city of Three Rivers vs La Compagnie de produits en béton.....	2197
Longpré vs Froment.....	2198
St-Louis vs Bellemare.....	2196